



Aude Simonneau
architecte DPLG

SFERI Architecture & Environnement

8 impasse des Frênes - 79 000 BESSINES.
Tél: 05 49 09 16 95 - Fax: 05 49 09 16 96 - Email: sferi@orange.fr

**DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
Ville de Rouen**



34 Boulevard du Midi
76100 ROUEN

**DEPOTS DE PATE A PAPIER & DE BOIS
ENGRAIS NON DANGEREUX
SILO DE STOCKAGE A PLAT DE CEREALES
ET DE BIOMASSE**

**DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOMMAIRE

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
I- OBJET DE LA DEMANDE	3
II- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	4
III- CAPACITES TECHNIQUES & FINANCIERES DU DEMANDEUR	5
III.1 Historique de l'entreprise :	5
III.2 Présentation de l'entreprise :	6
III.3 Situation financière :	7
IV- SITUATION GEOGRAPHIQUE	8
V- SITUATION ADMINISTRATIVE & CLASSEMENT	13
VI- AFFECTATIONS DES SOLS	18
VII- PROPOSITION D'USAGE FUTUR DU TERRAIN D'ASSIETTE	19
VIII- COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION	20
VIII.1 Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine Normandie :	20
VIII.2 Prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3.....	22
IX- EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	23
CONFORMITE DES INSTALLATIONS	25
I- DESCRIPTIF GENERAL DU SITE	25
II- DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS	26
III- CONFORMITE DU PROJET – RUBRIQUE 2160	33
IV- CONFORMITE DU PROJET – RUBRIQUE 1530	70
V- CONFORMITE DU PROJET – RUBRIQUE 2517	90
VI- PROGRAMMES D'AUTOCONTROLE MIS EN PLACE	111
LES ANNEXES	113



Aude Simonneau
architecte DPLG

SFERI Architecture & Environnement

8 impasse des Frênes - 79 000 BESSINES.
Tél: 05 49 09 16 95 - Fax: 05 49 09 16 96 - Email: sferi@orange.fr

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
Ville de Rouen



34 Boulevard du Midi
76100 ROUEN

DEPOTS DE PATE A PAPIER & DE BOIS
ENGRAIS NON DANGEREUX
SILO DE STOCKAGE A PLAT DE CEREALES
ET DE BIOMASSE

DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

I- OBJET DE LA DEMANDE

La société DOCKSEINE exploite un terminal constitué de plusieurs entrepôts (7) de stockage divers (papier, bois, céréales et assimilés, engrais de base, etc.), relevant de divers régimes de classement au titre des rubriques relatives à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

A la suite d'une visite d'inspection réalisée par la DREAL le 29 janvier 2019, une mise en demeure du site a été établie. Il a notamment été demandé à DOCKSEINE de procéder aux démarches administratives nécessaires pour régulariser la situation vis-à-vis des rubriques 2160, 1532, 2714 et 2517 ainsi que de clarifier la situation administrative des différents entrepôts au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées. Par ailleurs, la société DOCKSEIN souhaite développer son activité avec une plateforme de transit de terres inertes soumis à la rubrique 2716.

Pour répondre à cette situation, il a été décidé de procéder à un dossier d'Enregistrement afin de régulariser la situation administrative du site. Le classement ICPE retenu, après consultation de l'inspecteur des installations classées et ajustement des contrats et activités de l'entreprise, est ainsi résumé ci-après :

- Rubrique 1530 : Enregistrement pour le hangar 138,
- Rubrique 2160 : Enregistrement pour les hangars 135, 136, 137 et 140,
- Rubrique 2517 : Enregistrement pour les hangars 134, 136 et 137,
- Rubrique 1532 : Déclaration pour les hangars 135 et 136,
- Rubrique 2716 : Déclaration à proximité du hangar 139.

Par ailleurs, une clarification de l'historique réglementaire, connu à ce jour est présentée dans le présent dossier. Il est à noter toutefois qu'il n'a pas été possible d'accéder à l'ensemble des anciens arrêtés d'exploiter (documents anciens de plus de 20 ans et non retrouvé dans les archives de l'exploitant).

Sous réserve de l'accord de M. Le Préfet de la Seine-Maritime, et en raison de l'importance de la propriété en terme de surface, ce présent document comporte un plan de masse à échelle réduite au 1/1 000.

II- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

Raison sociale & siège :	DOCKSEINE 34 Boulevard du Midi 76100 ROUEN
Adresse exploitation :	idem
Téléphone :	02 35 58 17 17
Télécopie :	02 35 58 17 05
Courriel :	michel.teste@dockseine.com
Site internet :	http://www.sogena.com
Forme juridique :	SAS au capital de 9 947 824 €
N° RCS :	RCS ROUEN B 429 200 686
N° SIREN :	429 200 686
N° SIRET :	429 200 686 00039
Code APE :	5229B
Directeur Général :	M. Michel TESTE
Coordinateur QHSE :	M. Gwenaël PRAT
Suivi du dossier ICPE :	M. Gwenaël PRAT & M. Philippe LECHEVALIER
E-mail :	gwenael.prat@dockseine.com philippe.lechevallier@dockseine.com
Tél :	02 35 58 17 01 – 07 62 54 86 48 – 06 12 49 47 93
Effectif moyen en 2021 :	15 personnes
Horaire de travail :	6h00/21h00 possible pour activité logistique selon besoin, sauf dimanche 3x8 possibles (sauf dimanche) selon la charge de travail.
Jours travaillés/an :	240 jours environ

La situation géographique de l'exploitation est donnée ci-après à différentes échelles.

III- CAPACITES TECHNIQUES & FINANCIERES DU DEMANDEUR

III.1 Historique de l'entreprise :

1995 : création de FINNFRANCE

1997 : rachat par le Groupe Belge Westerlund (fondateur Hollandais) - installation sur le terminal forestier (QRQ)

- Création de Westerlund France et Westerlund Terminal
- Concessions : Hangar 137-138-139 et 140 (reconstruit en 2000)

2005 : rachat par Westerlund des sociétés Mondia, CIMEP et Paptrans et changement de Direction

- Création de Westerlund France, Westerlund Logistique France et Westerlund Terminal France
- Concessions : Hangar 121-126-132-133-134-135-136-137-138-139 et 140

2008 : crise économique

2010 : Vente du groupe Westerlund au groupe Euroports

- Création de Euroports France, Euroports Logistique France et Euroports Terminal France
- Concessions : Hangar 121-126-132 (rendus au GPMR en 2012)-133-134-135-136-137-138-139 et 140
- Perte de la ligne régulière Finlandaise (trafic UPM) = 30% du CA

2011 : Perte du trafic MREAL (fermeture de l'usine de fabrication de pâte à papier

2012 : début des difficultés économiques

2013 : changement de Direction => Manager de transition

2015 : changement de Direction => Direction holding

2015 : perte d'une partie de la clientèle produits papetiers

2016 : fusion entre Euroports Rouen et URA (Groupe Sogena)

- Début de la diversification (vrac)

2017 : création de Euraports (Euroports Logistique France) et Euraports Manutention (ex Euroports Terminal France)

2018 : Sortie d'Euroports de l'actionnariat

- Création de Dockseine (ex Euraports) et DSM (ex Euraports Manutention)

III.2 Présentation de l'entreprise :

DOCKSEINE : Les opérations portuaires et logistiques

Déchargement de navires de mer, de barges, de camions, de conteneurs ou de wagons

Entreposage sous magasins

Chargement de navires de mer, de barges, de camions, de conteneurs ou de wagons

Agent maritime

Commissionnaire en douane

Commissionnaire en transport

Transitaire

Affrètement maritime et terrestre

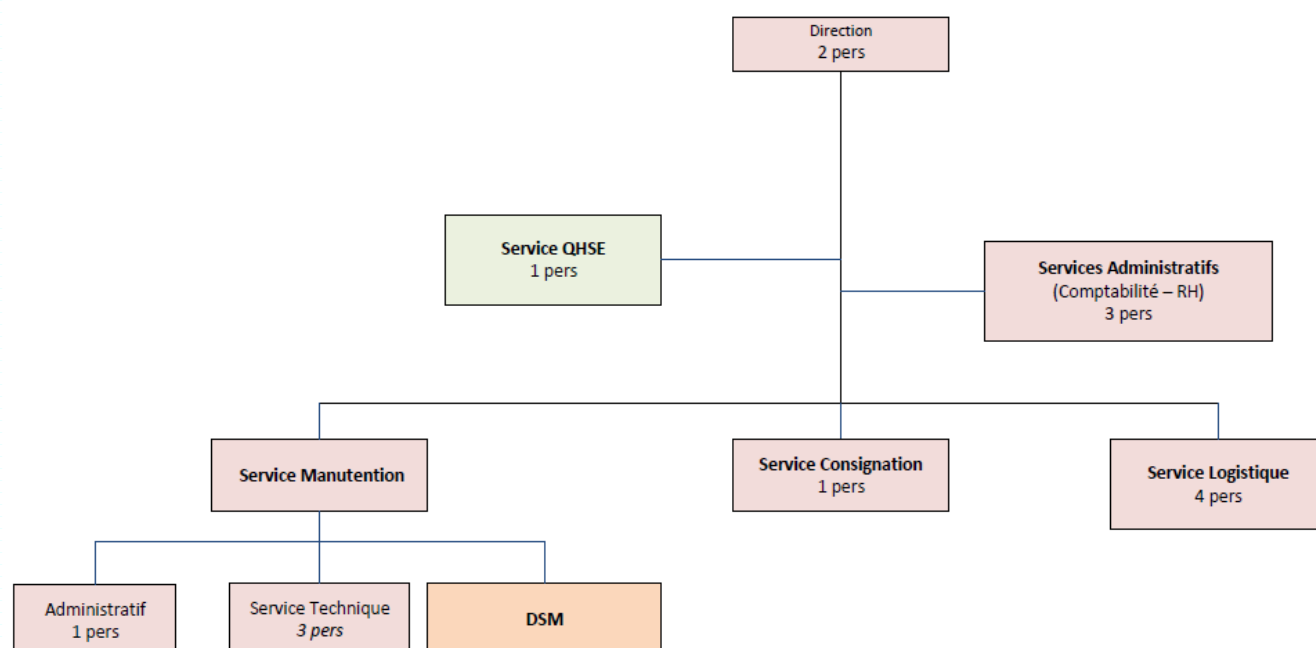
Consignataire

Ci-dessous est présenté un organigramme de l'organisation des deux entités avec les effectifs à la date de septembre 2021.



DOCKSEINE

01 septembre 2021



Au plan technique, DOCKSEINE dispose de moyens lui permettant d'assurer une surveillance précise de la qualité des produits qui lui sont confiés, notamment :

- Echantillonnage et contrôle de la qualité des produits entrant ;
- Surveillance des conditions de stockage (silothermométrie),
- Vérification de qualité des produits stockée dans le temps (granulométrie, humidité, ...).

III.3 Situation financière :

Au plan financier, DOCKSEINE jouit d'une situation financière stabilisée, ce qui lui permet d'assurer le développement de ses acquis et de ses moyens de façon régulière.

Le tableau ci-dessous résume les éléments les plus importants des trois bilans du demandeur, relatif à sa capacité financière :

	2016	2017	2018	2019	2020
Chiffre d'Affaire	5 544 694 €	11 261 783 €	10 136 700 €	10 007 617 €	7 598 377 €
Fonds propres	3 481 110 €	5 760 413 €	5 498 745 €	9 011 399 €	8 415 685 €
Trésorerie	1 123 652 €	3 100 908 €	706 318 €	648 282 €	1 283 657 €
Bénéfice ou Perte	-1 217 522 €	-1 565 358 €	- 261 667 €	2 201 949 €	-681 339 €

L'exploitation du site ne présente pas de risques vis-à-vis des tiers et/ou de l'environnement pour justifier la constitution de garanties financières, d'autant que réglementairement parlant, l'activité n'y est pas assujettie.

Le capital social, et le montant des fonds propres, représentent des sommes suffisantes, rapidement disponibles, pour couvrir très largement le cas échéant les dommages éventuellement non couverts par les assurances, et les franchises spécifiques à chaque contrat.

IV- SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le terrain d'assiette de l'établissement DOCKSEINE est implanté au 34 boulevard du Midi, au niveau du part maritime de ROUEN. Le site s'insère au sein d'une importante zone industrielle et portuaire.

La propriété s'inscrit dans les coordonnées Lambert (zone II), suivantes :

X = 505 495
Y = 2 493 375
Z = 6 m¹

X' = 506 506
Y' = 2 493 952

Le site occupe une superficie d'environ 230 000 m² sur une longueur de prêt de 1,2 km, dont environ 60 000 m² sont bâtis. Les 170 000 m² restants sont occupés par des voies de circulation internes (voirie lourde), des parkings, des aires de stockage ainsi que les quais en bord de seine et plusieurs voies ferrées.

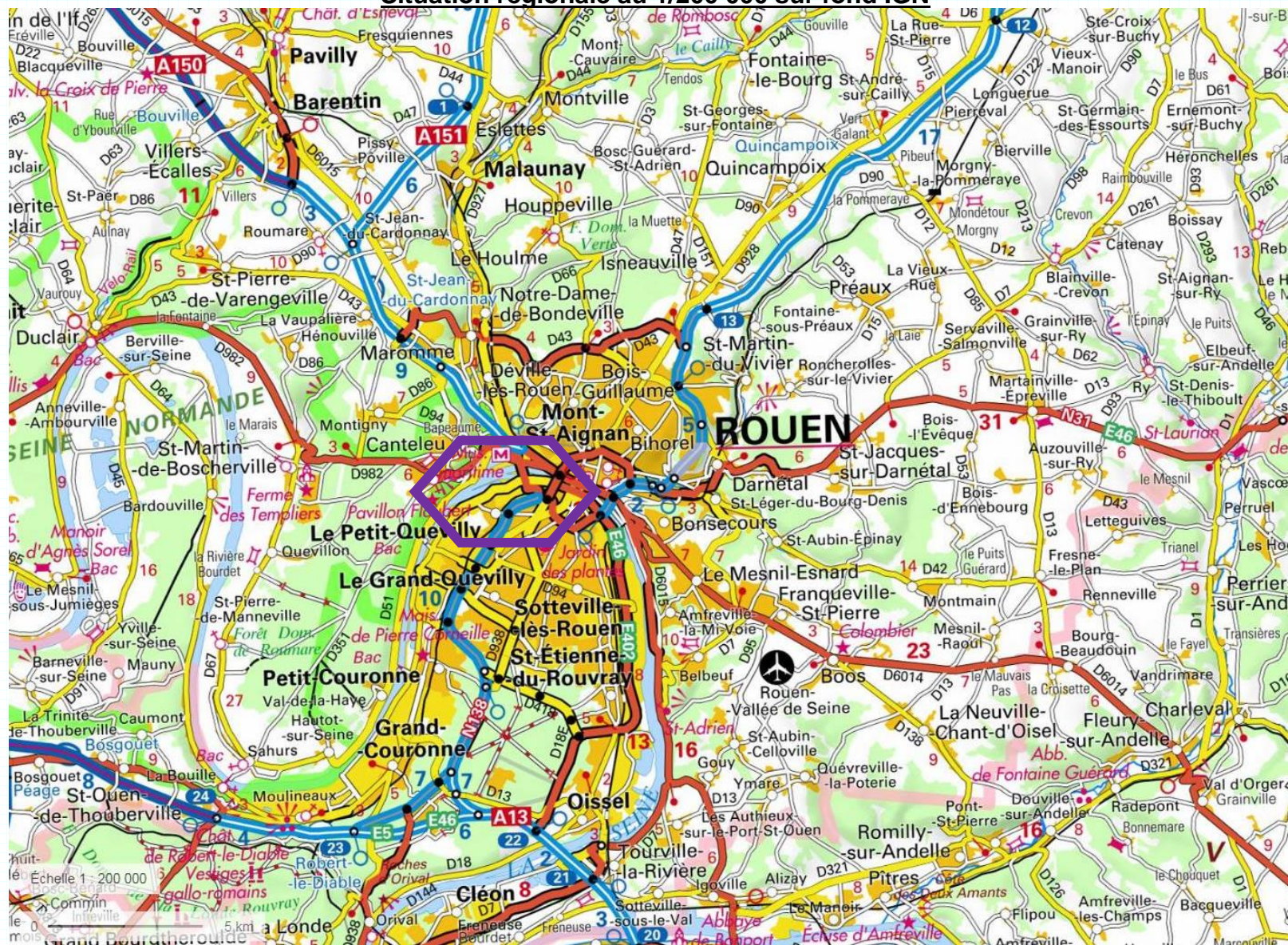
Sur le plan strictement géographique, signalons que le site, localisé sur l'emprise communale de Rouen, est :

- Limitrophe au sud du Petit-Quevilly ;
- Limitrophe au nord, sur l'autre côté de la Seine, de Canteleu ;
- Limitrophe au sud-ouest du Grand-Quevilly.

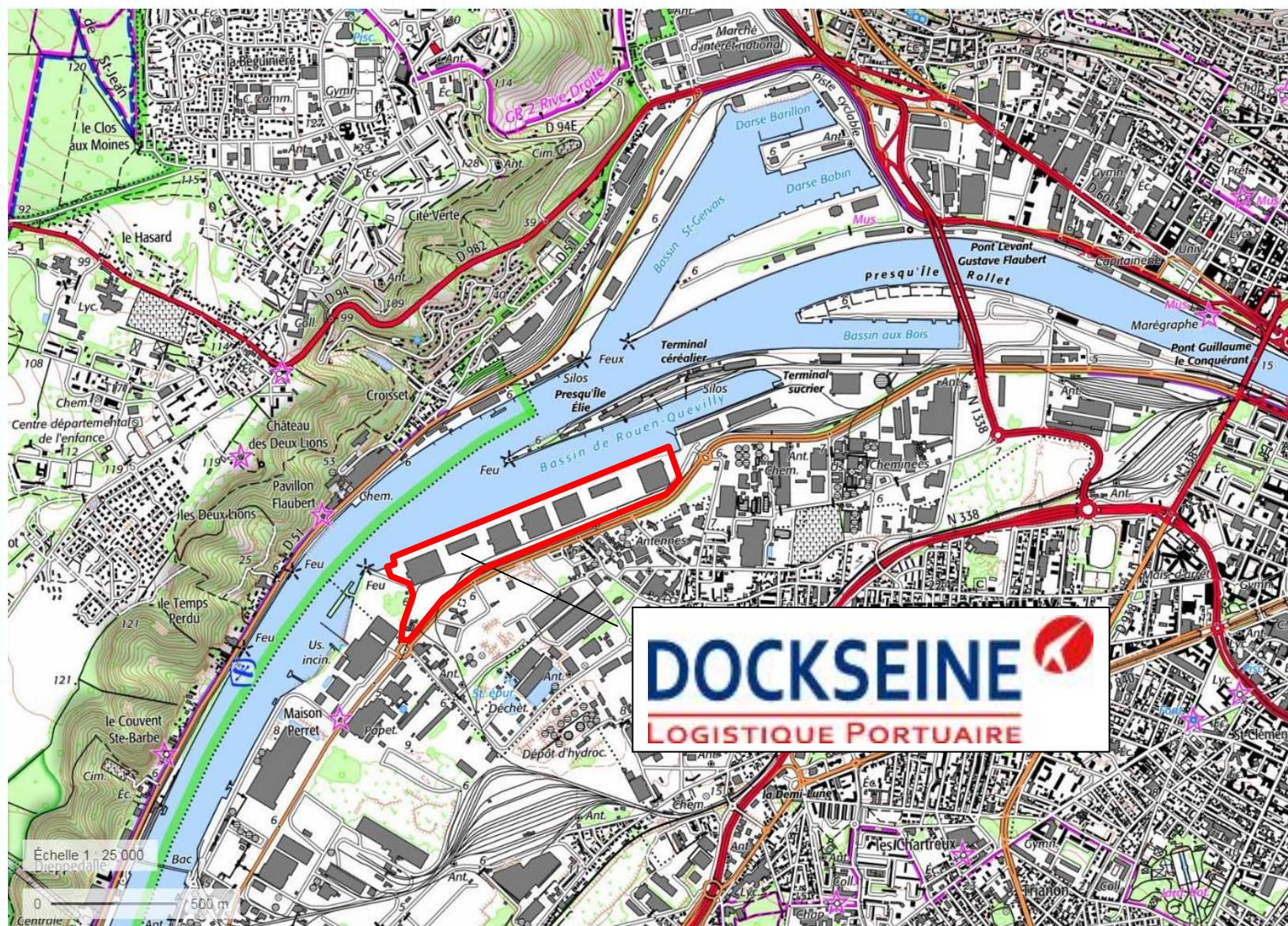
La situation géographique de l'établissement est complétée par les cartes, plans, et vues aériennes figurant aux pages suivantes.

¹ Cote NGF (Niveau Général de la France).

Situation régionale au 1/200 000 sur fond IGN



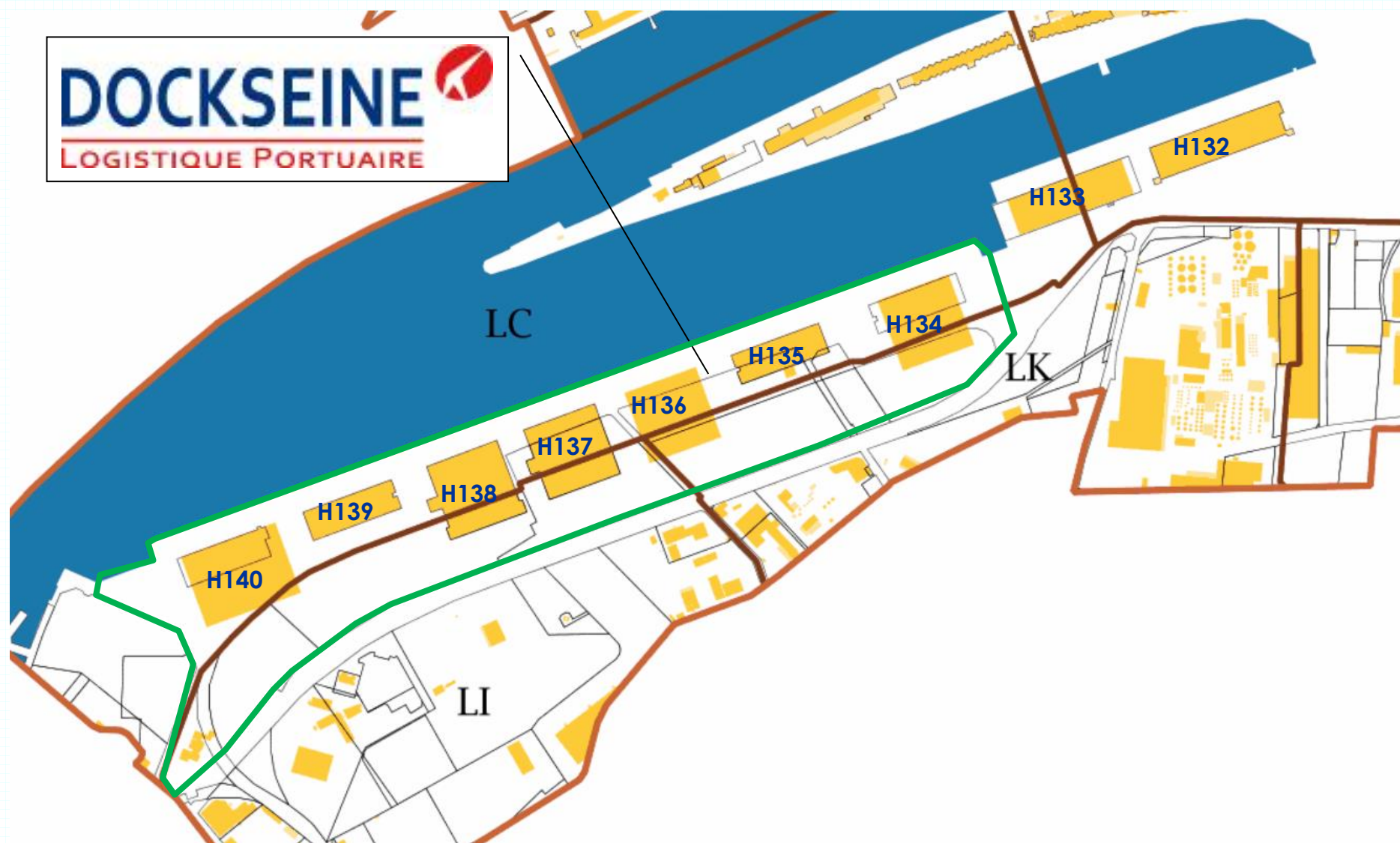
Situation communale au 1/25 000 sur fond IGN



Vue aérienne du site DOCKSEINE (Infoterre)



DOCKSEINE – SITUATION CADASTRALE AU 1/5 000



V- SITUATION ADMINISTRATIVE & CLASSEMENT

Les premiers hangars de l'exploitation datent des années 1970 (hangars 135 et 139) et les autres hangars ont été construits entre 1994 et 2000. Tous les documents et arrêtés préfectoraux relatifs à la réglementation ICPE correspondant à ces périodes n'ont pas été retrouvés dans les archives de DOCKSEINE ainsi que dans les archives départementales de la Seine Maritime. Ainsi seuls les documents suivants ont été retrouvés :

- Demande d'antériorité par un précédent exploitant d'utiliser le hangar 138 pour la rubrique 1530 (société WESTERLUND TERMINAL) par courrier du 26 février 1996, au regard du volume décrit dans le courrier, le site aurait été soumis à l'Enregistrement (Autorisation à l'époque) ;
- Déclaration d'existence au profit de la société WESTERLUND TERMINAL en date du 28 février 1997 pour les hangars 137, 138 et 139 pour la rubrique 1530 ;
- Déclaration d'existence (date non retrouvée) pour les hangars 132, 135 et 136 au profit de la société WESTERLUND TERMINAL ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 1998 au hangar n° 134 pour la rubrique 1530 ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mars 2000 au hangar n° 134 pour la rubrique 1530 (pour l'entreprise EUROPORTS TERMINAUX) ;
- arrêté préfectoral d'autorisation du 04 janvier 2001 au hangar n° 140 pour la rubrique 1530 ;
- Déclaration du 1^{er} janvier 2004 pour la rubrique 1414 (gaz inflammables liquéfiés) pour un volume de 5 000 m³ (hangars 140, coté garage) ;
- récépissé de déclaration en date du 20 février 2015 relatif à la rubrique 1532 au sein du hangar n° 140 ;
- Déclaration du 7 septembre 2018 pour le hangar 139 pour la rubrique 1530 ;
- Déclaration de changement d'exploitant en date du 19 décembre 2018 (EUROPORTS TERMINAUX au profit de DSM).

Tous ces éléments sont ainsi synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Hangar	Rubrique	Régime ICPE	Date
134	1530	Autorisation	18/06/1998
135	1530	Déclaration	Inconnue
136	1530	Déclaration	Inconnue
137	1530	Déclaration	28/02/1997
138	1530	Autorisation	28/02/1996
139	1530	Déclaration	07/09/2018
140	1530	Autorisation	04/01/2001
	1532	Déclaration	20/02/2015
	1414	Déclaration	01/01/2004

Le présent dossier de demande d'enregistrement administratif au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, est relatif à la régularisation des dernières activités mises en place sur le site ainsi qu'une harmonisation des précédents arrêtés applicables sur l'installation actuelle et la régularisations des nouvelles activités :

N° Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1530-1	E	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Dépôts de pâte à papier sous le hangar n°138 : 10 000 m ² → volume stocké 50 000 m ³	Volume total susceptible d'être présent	Supérieur à 20 000 m ³ et inférieur ou égale à 50 000 m ³	50 000 m ³
2160-1	E	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	Stockage de céréales et grains divers dans : - le hangar n°135 : 5 000 m ² → 25 000 m ³ , - le hangar n°136 : 10 000 m ² → 50 000 m ³ , - le hangar n°137 : 10 000 m ² → 50 000 m ³ , - le hangar n°140 : 10 000 m ² → 50 000 m ³ .	Volume total susceptible d'être présent	Supérieur à 15 000 m ³	175 000 m ³
2517-1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Stockage d'urée, de phosphate de d'ammonium (DAP) et de sulfate d'ammonium dans : -le hangar n°134 : 10 000 m ² , -le hangar n°136 : 10 000 m ² , -le hangar n°137 : 10 000 m ² .	la superficie de l'aire de transit	Supérieur à 10 000 m ²	30 000 m ²
1532-3	D	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Dépôts de vrac de granulés en bois dans : -le hangar n°135 : 5 000 m ³ ; -le hangar n°136 : 15 000 m ³ .	Volume total susceptible d'être présent	Supérieur à 1 000 m ³ et inférieure ou égale à 20 000 m ³	20 000 m ³

N° Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2716-2	D	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes,	Zone de transit de déchets non dangereux pour un volume de moins de 1 000 m³ à proximité du hangar 139.	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieurs à 1 000 m³.	999 m³
2260-1	NC	Broyage, concassage, criblage, déchetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage, décortication ou séchage par contact direct,	Ensacheuse dans le hangar 134 (22,2 kW) et cribleuse dans le hangar 135 (43,7 kW).	La puissance maximale de l'ensemble des machines	Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	99 kW
4718-2	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL)	Citerne GPL extérieure à proximité du hangar n°140	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	10 600 L → 5,4 t
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules.	Cuve de Gazole Non Routier de 10 m³ à proximité du hangar 140.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant :	Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	8,4 t

En bleu : activités déjà classées par précédents arrêtés.

En rouge : installations à régulariser

A: activité soumise à Autorisation

E: activité soumise à Enregistrement




D / DC : activité soumise à Déclaration

NC : activité Non Classée

LE PROJET DE REGULARISATION EST SOUMIS A ENREGISTREMENT

NOTA :

Le présent classement ne relève pas de la loi sur l'eau (absence de création de surface imperméabilisée supplémentaire par rapport au dossier d'origine), et n'est pas concernée par les rubriques 3000 « IED » de la nomenclature relative aux ICPE.

Cliquez sur une ligne pour la sélectionner. Afficher 25 éléments														
Rechercher <input type="text"/>														
Substance	Quantité en tonnes	Etat physique	N° CAS	déchet	Rubrique principale	Seuil haut associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Seuil Bas associé	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Actions
GPL	5.4	Gazeux		Non	4718	200.0t		0.02700		50.0t		0.10800		 Modifier  Supprimer
GNR	8.4	Liquide		Non	4734	25000.0t		0.00034		2500.0t		0.00336		 Modifier  Supprimer

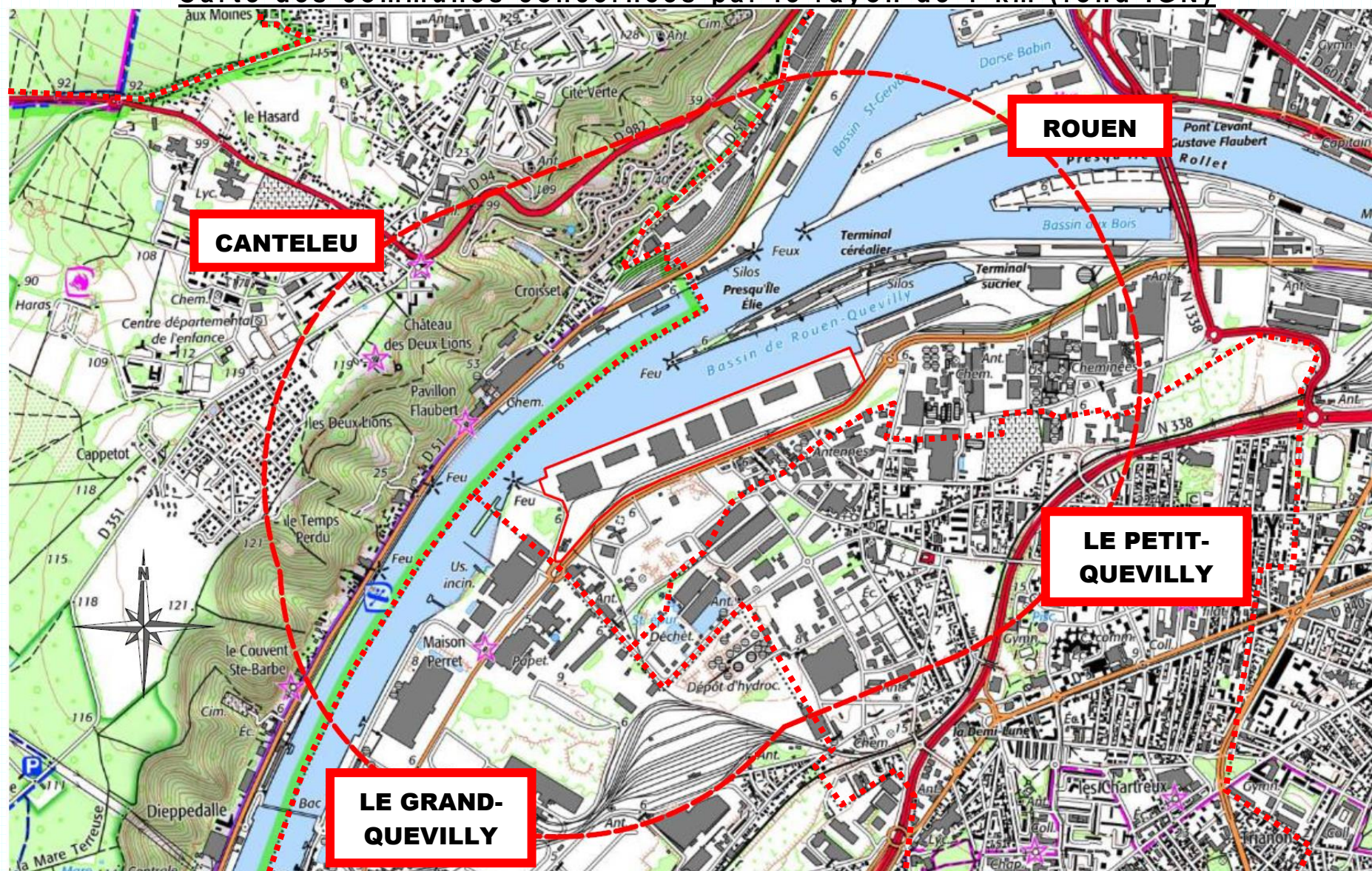
Affichage des éléments 1 à 2 sur 2 éléments.

Précédent Suivant

Total haut			Total bas		
Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)
0.027			0.111		

Par application du calcul de seuil SEVESO III, pour la rubrique 4718 (lié à la présence de GPL) et 4734 (lié à la présence de GNR), l'établissement est non SEVESO.

Carte des communes concernées par le rayon de 1 km (fond IGN)



VI- AFFECTATIONS DES SOLS

La commune de Rouen dispose d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), pris le 13 février 2020 ; le zonage du site DOCKSEINE correspond à la zone UXI. La zone UXI est une zone de grandes activités industrielle. Extrait du règlement d'urbanisme : « La zone UXI couvre les activités industrielles du territoire générant des risques technologiques importants (SEVESO seuil haut). Il s'agit ici de maintenir la spécificité des activités économiques en place et d'optimiser si possible les emprises foncières souvent importantes. »

Le PLUi et le zonage du site, tel qu'il est opposable à la rédaction de cette demande d'enregistrement, peut accepter le projet, sous réserve du respect des dispositions applicables à la zone UX1 (Cf. prescriptions en annexe I), ce qui est le cas ici.

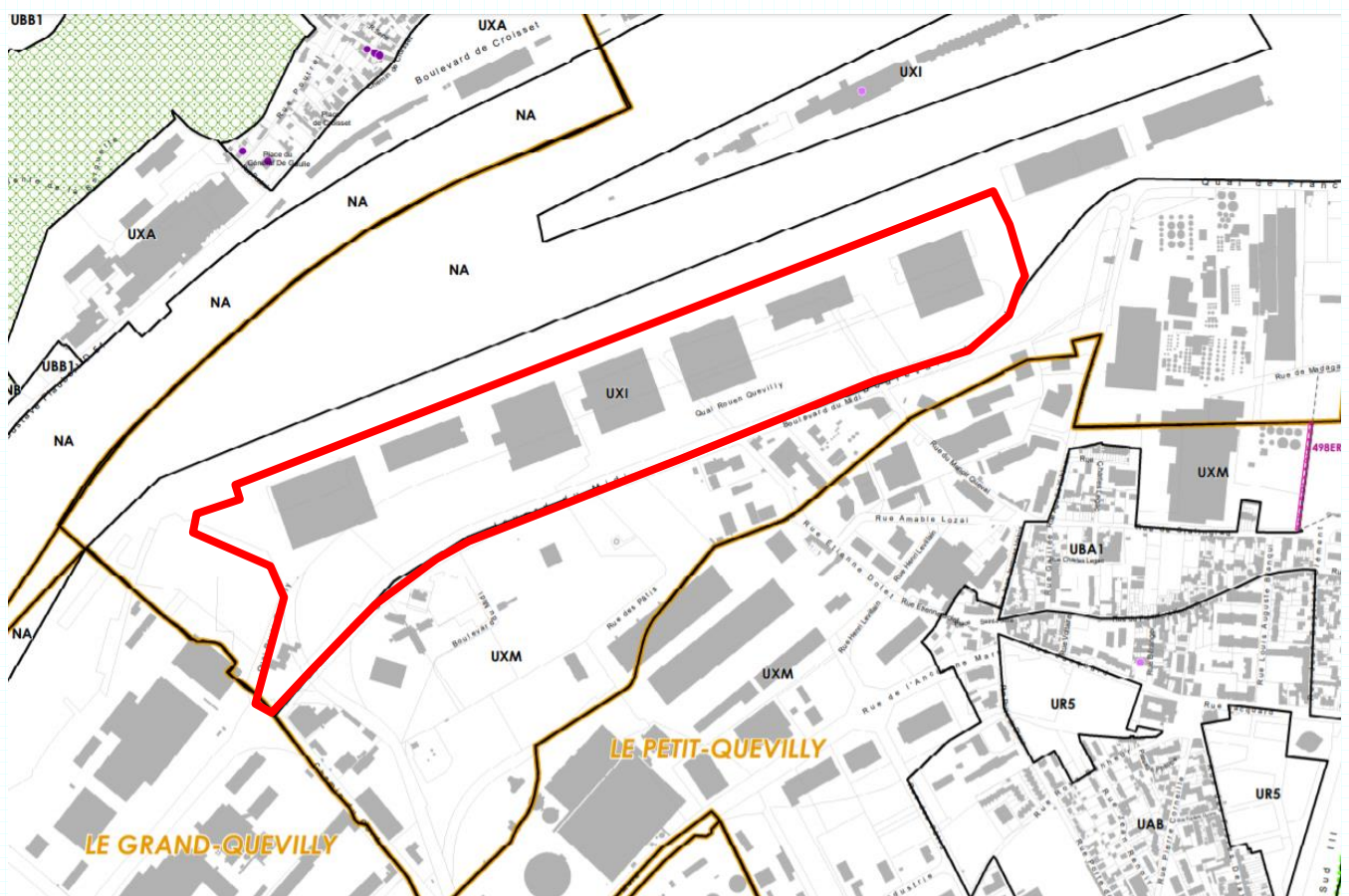


Schéma de découpage du zonage (selon plan PLUi Métropole de ROUEN)

VII- PROPOSITION D'USAGE FUTUR DU TERRAIN D'ASSIETTE

Dans le cas présent, les hangars 134, 136, 137, 138 et 140 sont la propriété de l'entreprise DOCKSEINE. Les autres hangars (135 et 139) sont la propriété du Grand Port Maritime de Rouen (GPMR). L'entreprise DOCKSEINE possède une AOT pour l'exploitation de ses deux hangars, Cet AOT permet également à l'entreprise DOCKSEINE d'utiliser les quais en bord de Seine ainsi que les deux voies de chemin de fer les plus au nord du secteur. De plus, cet AOT permet l'utilisation de la quasi-totalité des terrains présents dans le secteur.

Selon les termes de l'article R512-46-4, 5^{ème} paragraphe, la demande d'enregistrement doit comprendre la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Il est également précisé dans cet article, que ce document est exigible uniquement dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, ce qui n'est pas le cas ici, puisque le site est existant depuis plus de vingt ans, et que le projet présenté ne nécessite pas l'acquisition de surface supplémentaire pour sa réalisation.

Cependant, compte tenu des caractéristiques industrialo-économiques de l'environnement du site du projet, de la présence du quai en bord de Seine, et d'un axe du réseau ferré, on peut envisager sans crainte de se tromper, que le site conservera une destination industrielle.

Les bâtiments sont aisément convertibles pour tous types d'activités de stockages ou de transformation.

VIII-COMPATIBILITE DE L'INSTALLATION

Ce chapitre détermine Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R.512-46-4 du code de l'environnement.]

Les activités projetées par le demandeur auront les interactions ou incidences suivantes :

PLAN, SCHÉMA, PROGRAMME, document de planification	Situation du projet
4° Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	Rejet après traitement d'eaux pluviales
13° Plan de protection de l'atmosphère prévu par l'article L. 222-4 du code de l'environnement	Développement du transport multimodal (ferroviaire et fluvial)
15° Schéma régional de cohérence écologique prévu par l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;	Interaction du projet par la fonction transport

VIII.1 Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine Normandie

La commune de Rouen est située sur le bassin Seine-Normandie et est donc concernée par ce plan de gestion. Le SDAGE 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

- la diminution des pollutions ponctuelles ;
-
- la diminution des pollutions diffuses ;
-
- la protection de la mer et du littoral ;
-
- la restauration des milieux aquatiques ;
-
- la protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
-
- la prévention du risque d'inondation.

Les dispositions législatives confèrent au SDAGE sa portée juridique dans la mesure où les décisions administratives dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendu compatibles dans un délai de trois ans avec ses orientations et dispositions.

Il est considéré qu'une eau en bon état est une eau :

Qui permet une vie animale et végétale, riche et variée,

Exempte de produits toxiques,

Disponible en quantité suffisante pour satisfaire tous les usages.

L'objectif de bon potentiel est spécifique aux masses d'eau fortement modifiées (MEFM) ou artificielles (MEA), car il est considéré que des modifications hydromorphologiques préjudiciables à la réalisation du bon état écologique des eaux ont nécessairement été engendrées.

Par ailleurs, le SDAGE définit la liste des substances prioritaires (avec des objectifs de réduction à l'échéance de 2015) et dangereuses (avec des objectifs de réduction à l'échéance de 2015 et également des objectifs de suppression pour 2021 ou 2028).

Selon le site Gest'eau, la commune de Rouen ne dépend d'aucun SAGE élaboré ou en cours d'élaboration.

Afin de répondre aux enjeux du bassin, le SDAGE fixe 8 défis. Le tableau ci-dessous dresse la situation du projet au regard des objectifs du SDAGE.

Objectifs	Compatibilité du projet
Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques	Absence de rejet d'eaux industrielles Pas de rejets d'eaux usées sanitaires. Collecte des eaux pluviales de la zone DockSeine.
Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	
Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses	Absence de substances dangereuses associées au projet. Collecte des eaux pluviales de la zone DockSeine.
Défi 4 : Réduire les pollutions microbiologiques des milieux	Pas de rejets directs d'eaux usées sanitaires pour le projet (rejet dans les égouts de la ville)
Défi 5 : Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	Site non implantée sur un périmètre de protection des captages AEP
Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides	Voir défi 1 et 2.
Défi 7 : Gestion de la rareté de la ressource en eau	Absence de consommation en eau en quantité significative (uniquement usage sanitaire)
Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation	Respect des conditions d'aménagement du PPRI.

Le projet est donc en adéquation avec les défis définis par le SDAGE Seine Normandie.

VIII.2 Plan de Protection de l'Atmosphère Haute-Normandie (PPA)

Les PPA poursuivent trois objectifs fondamentaux :

- assurer une qualité de l'air conforme aux objectifs réglementaires,
- protéger la santé publique,
- préserver la qualité de vie.

Le PPA énonce diverses mesures à l'attention, notamment, des industries. La mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) à l'attention des industries est matérialisée par la mesure IND-01 (Entreprises citoyennes) qui propose de recenser et diffuser les bonnes pratiques collectives des entreprises. En ce qui concerne la présente activité, l'enjeu majeur sur l'air concerne l'envol de poussières. En dehors des carrières le PPA n'énonce pas de mesures spécifiques pour les silos. L'activité est donc compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère. Concernant les complexes portuaires, le PPA présente la mesure GPM-02 (Plans d'actions portuaires pour la qualité de l'air) avec une réduction des émissions liées au transport de marchandises par le recours accru au transport multimodal et le basculement sur les modes ferroviaire et fluvial. Le présent projet vise à développer l'utilisation de ferroulage (activité bois) et s'intègre donc parfaitement dans ce PPA.

VIII.3 Prise en compte du schéma régional de cohérence écologique dans les cas mentionnés à l'article L. 371-3

Le schéma régional de cohérence écologique de la Haute Normandie a été adopté le 18 novembre 2014.

Ses objectifs sont les suivants :

- Réduire la fragmentation des habitats ;
- Permettre le déplacement des espèces et préparer l'adaptation au changement climatique ;
- Assurer des corridors écologiques entre les espaces naturels ;
- Atteindre le bon état des eaux ;
- Faciliter la diversité génétique ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

Compte tenu de l'absence d'émissions significatives dans l'environnement du site et de son implantation au cœur de la zone portuaire, éloigné des zones naturelles de référence, le projet n'est pas d'impact sur la diversité écologique des environs et est en adéquation avec les objectifs du schéma régional de cohérence écologique.

IX- EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Le site d'exploitation se trouve hors zone Natura 2000. Néanmoins, il existe trois zones Natura 2000 dans un périmètre de 10 km autour du site d'exploitation de DOCKSEINE.

Ces zones Natura 2000 concernent notamment :

- FR2300123 - BOUCLES DE LA SEINE AVAL à 3,2 km au sud-ouest,
- FR2310044 - ESTUAIRE ET MARAIS DE LA BASSE SEINE à 5,2 km à l'ouest,
- FR2300124 - BOUCLES DE LA SEINE AMONT, COTEAUX DE SAINT-ADRIEN à 7,2 km au sud-est, citée pour mémoire compte tenu de son éloignement important du site du projet et de son positionnement amont.

Localisation des zones NATURA 2000 par rapport au site du projet (fond cartographique IGN)



Le site d'implantation est existant et le projet d'extension ne nécessite pas la production d'une étude d'évaluation des incidences NATURA 2000, pour au moins trois raisons majeures :

1. Son emprise se trouve hors zone NATURA 2000 ;
2. Le terrain d'assiette du projet ne peut constituer un point de convergence de corridors écologiques entre les zones précitées, compte tenu de son environnement et des effets de barrière constitués par le nœud routier et autoroutier, et l'axe ferroviaire ;
3. Ses activités ne sont pas visées dans les cas et conditions prévus par les dispositions réglementaires de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre IV du titre 1er du livre IV du Code de l'Environnement.



Aude Simonneau
architecte DPLG

SFERI Architecture & Environnement

8 impasse des Frênes - 79 000 BESSINES.
Tél: 05 49 09 16 95 - Fax: 05 49 09 16 96 - Email: SFERI2@wanadoo.fr

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
Ville de Rouen



34 Boulevard du Midi
76100 ROUEN

DEPOTS DE PATE A PAPIER & DE BOIS
ENGRAIS NON DANGEREUX
INSTALLATIONS DE STOCKAGE
DE CEREALES A PLAT

DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PJ n°6
CONFORMITE DES INSTALLATIONS

CONFORMITE DES INSTALLATIONS

I- DESCRIPTIF GENERAL DU SITE

Le site est constitué de 7 hangars (n°134 à 140). La distance d'isolement minimale entre le stockage et la limite de propriété est de 25 m. Le site est par ailleurs constitué intégralement de surface imperméabilisée (toiture ou voies de circulation), avec la présence d'un quai en bord de Seine sur sa limite nord ainsi que la présence de voies ferrées sur le linéaire sud de l'emprise du site. Il est totalement clos et fait partie du périmètre du Grand Port Maritime de Rouen (GPMR).

Les bureaux et l'accueil du site sont localisés dans l'extrémité sud-ouest du site. Les vestiaires et sanitaires du personnel sont par ailleurs dans ces locaux. La distance d'éloignement avec les hangars est supérieure à 100 mètres (bâtiments à droite de la photo ci-dessous).

L'entreprise DOCKSEINE possède trois grues localisées entre les hangars et les quais et permettent le déchargement et le chargement des bateaux. Un atelier de maintenance est présent sous l'avent du hangar 140 à une distance de 10 mètres de ce dernier. Cet atelier est utilisé pour l'entretien mécanique courant des matériels et autres engins de l'entreprise. De plus, une cuve de Gazole Non Routier (GNR) est localisée dans cet atelier (cuve de 10 m³ avec rétention) et sert pour l'alimentation des engins. Une cuve de GPL est également présente à l'est de cet atelier pour l'alimentation des engins de levage de l'entreprise.

Bien que l'ensemble du site appartenant au GPMR soit clos et sécurisé, l'emprise de l'entreprise DOCKSEINE n'a, à ce jour, pas de limites physiques avec son voisin à l'est (SENALIA) qui est également sur l'emprise du GPMR. Une discussion est en cours entre DOCKSEINE, le GPMR et SENALIA pour la modalité de cette clôture.

A noter la présence de deux systèmes de pompes en Seine (RORO) composés chacun de 3 branchements aux normes et de diamètre 150 mm (capacité de 150 m³/h) ainsi qu'un poteau d'incendie au niveau du hangar 140 d'une capacité de 50 m³/h. Il est proposé de mettre en place quatre nouvelles colonnes d'aspiration de 2 X 60 m³/h chacune : une en bout de quai, proche du hangar H140, une au niveau de chaque pomperie déjà en place, la dernière au bout du quai, proche du hangar H134. La solution proposée et validée par le SDIS lors de la visite du 20/04/2022.

Vue aérienne du site en élévation depuis le Sud-Ouest



II- DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

a) Hangar 134

Construit en 1999, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 10 000 m² (100,8 m x 99 m).

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement d'enrobés ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont mixtes, constitués en partie basse de parpaing (sur 2 mètres de hauteur) et en partie haute de panneau acier simple peau.

Le magasin est doté de 6 portes, chacune de 5 mètres de large sur 5 mètres de haut, 4 portes de 3 mètres de large sur 4,5 mètres de haut et 6 portes d'accès piéton. Il possède en plus un quai de 7 mètres de large et donnant sur la voie ferrée au sud.

Le hangar 134 est dédié au stockage de produits minéraux relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées avec le stockage de phosphates, de DAP, de sulfate d'ammonium ainsi que d'urée, produit qui ne relève pas de cette rubrique. Il est procédé à un remplissage de big-bags qui sont ensuite stockés en extérieur. Les activités d'ensachage relèvent de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées.

Un TGBT est présent dans un local annexe non attenant au hangar, entièrement constitué par des murs en parpaings.



b) Hangar 135

Construit en 1972, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 4 880 m² (119,8 m x 40,6 m). 119.9 x 40.1

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement d'enrobés ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont constitués de parpaing.

Le magasin est doté de 11 portes, chacune de 5 mètres de large sur 5 mètres de haut, et 1 porte d'accès piéton. Il possède en plus des anciens bureaux réalisés en parpaing le long de la façade ouest. Cette partie est actuellement non utilisée.

Le bâtiment n° 135 fait l'objet d'une AOT entre le GPMR et l'exploitant. Le hangar est séparé en deux parties. La première partie concerne le stockage de biomasse sous forme de pellets de bois avec des opérations de criblage de ceux-ci. La seconde partie concerne l'ensachage des pellets et le stockage des produits conditionnés. Les pellets et le stockage des produits finis sont à classer au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées, et les opérations d'ensachage et de criblage au titre de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées. Le volume maximale de biomasse susceptible d'être présent dans le hangar est de 5 000 m³. Hors période hivernale ou l'activité de pellet bois est nulle, le hangar est potentiellement utilisé au stockage de produits relevant de la rubrique 2160 pour une capacité maximale de 25 000 m³.

Un TGBT est présent dans un local annexe adossé au hangar, isolé de ce dernier par des murs en parpaings.



c) Hangar 136

Construit en 1996, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 10 000 m² (100,8 m x 99 m).

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement d'enrobés ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique. Le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont mixtes, constitués en partie basse de parpaing (sur 2 mètres de hauteur) et en partie haute de panneau acier simple peau.

Le magasin est doté de 4 portes, chacune de 9 mètres de large sur 7,5 mètres de haut, 4 portes de 3 mètres de large sur 4,5 mètres de haut, 2 portes de 6 mètres de large sur 4 mètres de haut, et 6 portes d'accès piéton. Il possède en plus un quai de 7 mètres de large et donnant sur la voie ferrée au sud.

Le bâtiment n° 136 est dédié au stockage de pellets de bois à destination de la société CPCU en région parisienne. L'entreprise DOCKSEINE a aménagé un « poste de chargement » avec un convoyeur et un pont à bascule ferroviaire. Il est procédé à l'expédition quotidienne d'un train à destination de la région Parisienne. Ce type de stockage relève de la rubrique 1532 de la nomenclature des installations classées. Le volume maximal de stockage est d'environ 15 000 m³. Les campagnes d'expédition ont lieu d'octobre à mars.

Par ailleurs, le hangar est potentiellement utilisé au stockage de produits minéraux relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées avec le stockage de phosphates, de DAP, de sulfate d'ammonium ainsi que d'urée, produit qui ne relève pas de cette rubrique.

DOCKSEINE a mis en place un convoyeur sautерelle modulaire qui était précédemment utilisée sur un autre quai et a découpé la paroi du bâtiment. Le chargement de pellets est fait à l'intérieur du bâtiment à l'aide d'une chargeuse. Ces pellets sont ensuite dirigés vers le wagon.

Hors période hivernale ou l'activité de pellet bois est nulle, le hangar est potentiellement utilisé au stockage de produits relevant de la rubrique 2160 pour une capacité maximale de 50 000 m³.



d) Hangar 137

Construit en 1995, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 10 000 m² (100,8 m x 99 m) ainsi qu'un auvent de 1 500 m².

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement d'enrobés ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont mixtes, constitués de panneau acier simple peau (bardage acier).

Le hangar est doté de 6 portes, chacune de 9 mètres de large sur 6 mètres de haut, et 4 portes d'accès piéton. Il possède en plus un quai de 10 mètres de large et 22 mètres de longueur donnant sur la façade ouest.

Le hangar 137 est dédié au stockage de produits relevant de la rubrique 2160 pour une capacité maximale de 50 000 m³.

Par ailleurs, le hangar est potentiellement utilisé au stockage de produits minéraux relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées avec le stockage de phosphates, de DAP, de sulfate d'ammonium ainsi que d'urée, produit qui ne relève pas de cette rubrique.

Un TGBT est présent dans un local annexe adossé au hangar, isolé de ce dernier par des murs en parpaings.



e) Hangar 138

Construit en 1994, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 10 000 m² (100,8 m x 99 m).

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement en béton ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont mixtes, constitués en partie basse de parpaing (sur 2 mètres de hauteur) et en partie haute de panneau acier simple peau.

Le hangar est doté de 4 portes, chacune de 8 mètres de large sur 8 mètres de haut, 8 portes de 5 mètres de large sur 5 mètres de haut, et 9 portes d'accès piéton. Il possède en plus un quai de 17 mètres de large et 20 mètres de longueur donnant sur la façade ouest ainsi qu'un quai de 5 mètres de large sur toute la longueur de la façade sud (coté voie ferré).

Le bâtiment est dédié uniquement aux produits relevant de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées. Le volume dédié est inférieur à 50 000 m³. Il possède de plus 8 RIA en différents point du hangar (6 en périphérie et deux en position centrale). Le stockage est principalement organisé en masse sur une hauteur maximale de 5 mètres avec plusieurs allées de circulation.



f) Hangar 139

Construit en 1975, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 4 880 m² (119,8 m x 40,6 m).

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement d'enrobés ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont constitués de parpaing.

Le magasin est doté de 11 portes, chacune de 5 mètres de large sur 5 mètres de haut, et 1 porte d'accès piéton. Il possède en plus des anciens bureaux réalisés en parpaing le long de la façade est. Cette partie est actuellement non utilisée.

Le bâtiment n° 139 fait l'objet d'une AOT entre le GPMR et l'exploitant. En raison de son mauvais état global, et n'ayant pas la maîtrise foncière de ce bâtiment, il a été décidé par l'entreprise DOCKSEINE de ne plus l'utiliser pour du stockage classé et est uniquement utilisé pour le stationnement des engins du site. Sa démolition est par ailleurs envisagée par le GPMR.

Un TGBT est présent dans un local annexe adossé au hangar, isolé de ce dernier par des murs en parpaings.

La zone de transit de déchets non dangereux et non inertes (2716) aura lieu à proximité de ce bâtiment. Les bateaux seront déchargés directement dans des camions. Il n'y aura pas de stockage temporaire sur site. Un nettoyage quotidien sera tout de même mis en place au droit de la zone de chargement/déchargement afin de limiter l'envol de poussière et le ruissellement de poussière.

g) Hangar 140

Construit en 2000, il s'agit d'une construction industrielle classique, d'une superficie totale d'environ 10 000 m² (100,7 m x 99,6 m) avec un auvent de 33,4 mètres de large sur toute la longueur de la façade est. Sous cet auvent est par ailleurs localisé l'atelier de maintenance mécanique des équipements de manutention de l'entreprise. Cet atelier à une distance de retrait par rapport au hangar de 10 mètres. De plus, entre le hangar et l'atelier est présent un auvent de près de 3 500 m² de surface.

Le sol de l'ouvrage est fait d'un revêtement en béton ; le soubassement est constitué de dés de béton armé et béton ; la structure porteuse est formée d'une charpente à ossature métallique ; le remplissage entre ossatures est fait de bac acier avec panneaux d'éclairage translucide en polyester. Les murs sont mixtes, constitués en partie basse de parpaing (sur 2 mètres de hauteur) et en partie haute de panneau acier simple peau.

Le hangar est doté de 5 portes, chacune de 9 mètres de large sur 8 mètres de haut, 4 portes à lanières sur quais et 4 portes d'accès piéton. Il possède en plus un quai de 10 mètres de large et 22 mètres de longueur donnant sur la façade ouest.

Le bâtiment n° 140 est dédié au stockage de produits relevant de la rubrique 2160 pour une capacité maximale de 50 000 m³.

Un TGBT est présent dans un local annexe non attenant au hangar, entièrement constitué par des murs en parpaings.



III- CONFORMITE DU PROJET – Rubrique 2160

La conformité est jugée sur la base de l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces prescriptions sont donc applicables aux hangars 135, 136, 137 et 140.

Le présent chapitre suit le déroulement des articles de l'arrêté, en décrivant si nécessaire les mesures prises. L'indication « conforme à l'existant », définie que la conformité demandée à l'article en question correspond à celle des silos existants.

Chapitre I : Dispositions générales <i>(début à l'article 3)</i>	Situation du projet
Article 3 I. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. II. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Conforme. La réponse à ce point fait l'objet du présent chapitre.
Article 4 I. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - les mises à jour du dossier d'enregistrement datées, avec mise en évidence des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation.	Ce type de document est déjà mis en place et sera régulièrement actualisé et tenu à jour.

Chapitre I : Dispositions générales <i>(suite)</i>	Situation du projet
<p>Article 4 (suite) II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de localisation des risques (cf. article 8) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ; - le plan général des stockages (cf. article 9) ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ; - le registre de nettoyage (article 10) et les justificatifs attestant de la conformité et du dimensionnement de l'installation d'aspiration (cf. article 10 et article 26) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ; - les éléments justifiant la résistance et la masse surfacique des éléments constitutifs des événements et les caractéristiques des dispositifs de découplage (cf. article 11 et article 21) ; - les justificatifs de conformité des moyens de lutte contre l'incendie (cf. article 14) ; - les justificatifs de conformité de la colonne sèche (cf. article 14) ; - le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; - les justificatifs de conformité de l'installation de protection contre la foudre (cf. article 18), - le registre prévu à l'article 23 ; - le document d'enregistrement de la vérification des travaux réalisés (article 24) ; - le programme de surveillance et d'entretien des installations et des équipements (cf. article 25) ; - le registre de vérification périodique et de maintenance des équipements (cf. article 25) ; - les procédures d'interventions pour la gestion des situations d'urgence prévues au I de l'article 26 ; - le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art.31) ; - les derniers résultats des mesures sur les émissions et le bruit (cf. article 48) ; - le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. article 51) ; - le programme de surveillance des émissions (cf. art.52); - les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'air de certains produits par l'installation (cf. article 53). 	<p>Ces documents seront fournis à l'achèvement de la présente instruction, sauf cas particulier donné ci-après :</p> <p>Finalisé après définition circuit « poussières » ; Existant et sans modification dans le cadre du projet (GPL) ; Existant ; Existant (GPL, GNR), en annexe du présent document ;</p> <p>Registre existant ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>A fournir par un bureau d'étude, consultation en cours ;</p> <p>VGP des RIA et extincteurs ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>VGP des installations électriques faites (Q18) ;</p> <p>Etudes foudre réalisées, installation équipement en cours ; Existant ; Sans objet ;</p> <p>Existant ; Existant ;</p> <p>Existant ;</p> <p>Plan des réseaux EP en annexe ;</p> <p>A mettre en place ;</p> <p>Sans objet ; Existants pour le bruit ; A mettre en place ;</p>

Chapitre I : Dispositions générales (suite)	Situation du projet
<p>Article 5</p> <p>Les capacités de stockage sont éloignées des stockages de liquide inflammable et de gaz inflammable liquéfié d'une distance au moins égale à la distance d'ensevelissement sans être inférieure à 10 mètres.</p> <p>Les silos sont séparés des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques, etc.) par un espace libre de 10 mètres minimum ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120.</p> <p>Les différentes parties du silo (la tour de manutention, la fosse d'élévateurs, les cellules fermées, les bâtiments abritant les cellules ouvertes et les galeries) sont implantées à une distance minimale de la limite du site de 1,5 fois leur hauteur telle que définie en annexe V, avec un minimum de 25 mètres.</p> <p>Ces distances minimales d'éloignement sont comptées à partir des contours de la partie de silo concernée.</p> <p>Aucun local habité ou occupé par des tiers n'est situé dans les zones délimitées par ces distances minimales. Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès à l'intérieur de ces zones (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.). Les dispositifs permettent l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p> <p>Les locaux administratifs sont éloignés des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise) et des tours de manutention d'au moins 10 mètres.</p> <p>Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage, etc.) ne sont pas concernés par le respect de cette distance minimale d'éloignement.</p>	<p>Distance d'isolement de 34 m avec le dépôt de GPL ;</p> <p>Selon l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, avec une largeur de 100 mètres, hauteur maximale de stockage de 5 mètres (pour tous les hangars) et angle du tas de grain de 21 ° : Distance d'ensevelissement de 11,67 mètres.</p> <p>Hangars situés à plus de 25 mètres les uns des autres ;</p> <p>Distance à plus de 25 m avec les limites de propriétés pour les différents hangars.</p> <p>Premiers tiers situés à 80 m (entreprise Aximum)</p> <p>Propriété clôturée, avec portail fermé en dehors des périodes d'ouverture du site ;</p> <p>Un autre portail d'accès existant pour les secours depuis le rond-point situé entre le boulevard du Midi et le quai de France.</p> <p>Distance d'isolement de 140 m entre les locaux administratifs et le hangar 140 (le plus proche) ;</p>

Chapitre I : Dispositions générales (suite)	Situation du projet
<p>Article 6</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les aires de chargement et déchargement, les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées de façon à limiter l'envol des poussières (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. 	<p>Voirie bitumée à l'ensemble du site en pente vers le quai de la Seine ; aires de manutention des produits à l'abris de la pluie à l'intérieure des hangars ; procédure de nettoyage en place avec balayage régulier des voies de circulation.</p> <p>Sans objet compte tenu de ce qui précède</p> <p>Absence de zones engazonnées ;</p> <p>Pas d'écran de végétation (excepté quelques haies)</p>
<p>Article 7</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>	<p>Les hangars sont de type industriel, ce qui correspond au voisinage et est homogène dans l'unité des matériaux employés par rapport à l'environnement immédiat ;</p> <p>Conforme à l'existant ;</p> <p>Conforme à l'existant ;</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section I : Généralités	Situation du projet
<p>Article 8 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, manipulées, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion). Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones et les risques associés.</p>	<p>Etude ATEX en annexe (Annexe 9) listant les différentes zones à risques (aucune ne concerne l'activité propre à la rubrique 2160).</p> <p>Les produits stockés sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie en cas d'une augmentation de la température du stockage ; Plan des hangars avec risque d'incendie dans l'ensemble des zones de stockage.</p>
<p>Article 9 Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Deux produits concernés : GPL et GNR ; Fiches de données de sécurité jointes en annexe ;</p> <p>Existant et conforme ;</p> <p>Existant et conforme ;</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section I : Généralités (suite)	Situation du projet
<p>Article 10</p> <p>I. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.</p> <p>Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p> <p>Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.</p> <p>Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Procédure existante ;</p> <p>Nettoyage par moyen mécanique mobile protégé ;</p> <p>Consigne existante ;</p> <p>Procédure existante ;</p> <p>Procédure existante ;</p> <p>Registre existant ;</p>

<p>Article 10 (suite)</p> <p>II. Le silo est débarrassé de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.</p>	<p>Conforme à l'existant ;</p>
<p>III. Les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. L'exploitant veille à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation.</p>	<p>Non concerné ;</p>
<p>IV. Les sources émettrices de poussières (élévateurs, jetées de transporteurs, transporteurs à chaînes, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) sont capotées autant que techniquement possible. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de conduits de transport de l'air poussiéreux. Cette prescription ne s'applique pas à la jetée des transporteurs présents dans les cellules.</p>	<p>Sans objet</p>
<p>Pour les galeries sous-cellules, ces équipements sont étanches et équipés d'une aspiration afin de limiter les émissions de poussières inflammables.</p>	<p>Sans objet</p>
<p>Cet air dépoussiéré au moyen de système de dépoussiérage est rejeté à l'extérieur dans les conditions prévues à l'article 50. Ce système d'aspiration est proportionné au système de manutention et est adapté en cas de modification des capacités de ce dernier. L'exploitant est en mesure de justifier la conception et le dimensionnement de son installation.</p>	<p>Sans objet</p>

<p align="center">Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives</p>	<p align="center">Situation du projet</p>
<p>Article 11</p> <p>I. Dispositions constructives vis-à-vis du comportement au feu des installations.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier que la conception des bâtiments permet d'éviter un effondrement en chaîne de la structure.</p> <p>Les structures porteuses abritant l'installation présentent la caractéristique de réaction au feu minimale suivante : matériaux de classe A1.</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe Broof (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>II. Tentés et structures gonflables.</p> <p>Les tentes et les structures gonflables présentent au minimum les caractéristiques de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'enveloppe est réalisée en matériaux de classe B s3 d ; - les hublots, s'ils existent, sont en matériaux de classe Cs3d0 - les toiles des tentes et des structures gonflables percent en moins de trois minutes dans la zone exposée à une densité de flux de chaleur de 20 kW/m². L'essai de percement est réalisé à l'aide du dispositif d'essai décrit dans la norme NF ISO 21367, version août 2008 en position verticale, la toile étant tendue sur un cadre métallique à picots. <p>Un test de vieillissement initial (UV, chaleur, humidité) du matériau démontre la bonne tenue dans le temps des toiles qui constituent la structure gonflable ou la tente, notamment le maintien de plus de 70 % de la résistance mécanique des toiles en traction après vieillissement. Ce test initial est réalisé selon la norme NF EN 15619, version juin 2010.</p> <p>Les tentes et les structures gonflables respectent les règles neige et vent suivantes : règles NV 65, version février 2009 et N 84, version février 2009, normes NF EN 1991-1-3, version juillet 2011 et NF EN 1991-1-4, version juillet 2011.</p>	<p>Vérification structurelle des hangars par un bureau d'études spécialisée sous 6 mois ;</p> <p>Demande d'aménagement n°1</p> <p>Structure acier et béton incombustible, matériaux de classe A1</p> <p>Bac acier de classe A1 et conformité Broof (t3)</p> <p>Plaques translucides et thermofusibles non goutant dans les hangars 134, 136, 137 et 140</p> <p>Demande d'aménagement n°2 pour le hangar 135</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)	Situation du projet
<p>Article 11 (suite)</p> <p>III. Dispositions constructives vis-à-vis du risque explosion.</p> <p>A. Toute tour de manutention est équipée de surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 100 millibars, sur la totalité des surfaces donnant sur l'extérieur. Ces surfaces soufflables représentent au minimum 25 % des surfaces latérales de la tour de manutention et sont réparties uniformément sur la hauteur de la tour de manutention.</p> <p>Aucune capacité de stockage ne se trouve dans la tour de manutention, à l'exception de boisseau(x) d'un volume unitaire inférieur à 450 mètres cubes équipé(s) chacun d'une couverture uniquement constituée de surfaces soufflables débouchant vers l'extérieur ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 100 millibars, ou équipée d'un système d'éventage aux performances équivalentes débouchant vers l'extérieur.</p> <p>B. Toute galerie sur-cellules est constituée uniquement de surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 60 millibars.</p> <p>C. Toute fosse d'élévateurs dispose d'un plancher haut constitué uniquement de surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 60 millibars.</p> <p>D. Chaque cellule fermée dispose d'une couverture constituée en surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 100 millibars si son volume est inférieur à 2 500 mètres cubes, ou de 60 millibars dans le cas contraire.</p> <p>E. La toiture abritant une ou des cellules ouvertes est constituée uniquement en surfaces soufflables ayant une pression de rupture à l'explosion inférieure ou égale à 60 millibars.</p> <p>F. Les structures mentionnées aux III.B, III.D et III.E de l'article 11, concernées par l'application d'une pression de rupture à l'explosion de 60 millibars, disposent d'une surface mise à l'air libre permanente supérieure ou égale à 2 % de leur surface au sol.</p>	<p>Sans objet ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>Plaques translucides et lanterneaux d'aération sur la toiture du bâtiment pour une surface totale de 800 m² à 996 m² selon les hangars, soit 8-10 % de la surface éventable : conforme ;</p> <p>Sans objet ;</p> <p>Conforme ;</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)	Situation du projet
<p>G. Les transporteurs équipant les galeries sous-cellules sont des transporteurs à chaîne.</p> <p>H. Les chambres de sédimentation sont interdites.</p> <p>La présence de chambres à poussières est interdite dans les silos.</p> <p>I. Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise), à l'exception des silos ne disposant pas d'équipements de manutention des produits dans lesquels l'ensilage ou l'évacuation des produits nécessite l'usage ou la présence de véhicules dans les silos.</p> <p>J. Les communications entre la tour de manutention et les galeries ou les espaces sur-cellules sont réduites au strict minimum, les espaces de passages ou franchissements pour le personnel sont munis de dispositifs à fermeture automatique</p>	<p>Sans objet</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme, aire de chargement et déchargement dans les zones de stockages car absence d'équipement de manutention</p> <p>Sans objet.</p>
<p>Article 12</p> <p>I. Accessibilité.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les éléments d'information (schémas d'évacuation, etc.) nécessaires à de telles interventions sont rédigés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. De plus, ils sont matérialisés de manière apparente.</p>	<p>Accès principal du site et accès secondaire depuis le rond-point situé entre le boulevard du Midi et le quai de France ;</p> <p>Conforme ;</p> <p>Conforme ;</p> <p>Existants et mis à jour régulièrement ;</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)	Situation du projet
<p>Article 12 (suite)</p> <p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur tout le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées.</p>	<p>Conforme sur l'ensemble du site.</p> <p>Voir localisation dans Annexe 8.3 Largeur utile : 10 m Pas de hauteur limitée Pente : +/- 2 %</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme, caractéristiques type « voirie lourde »</p> <p>Conforme Conforme</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet compte tenu de la largeur constante de la voirie supérieure à 10 m.</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions <u>Section II : Dispositions constructives (suite)</u>	Situation du projet
<p>Article 12 (suite)</p> <p>IV. Mise en station des échelles.</p> <p>Pour toute partie de silo susceptible d'être accessible au personnel et située à une hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de S = 15/R mètres est ajoutée ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm². <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	<div>Sans objet.</div> <div>Conforme.</div>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)	Situation du projet
<p>Article 13</p> <p>Les galeries sur-cellules, les espaces sur-cellules, les tours de manutention et les cellules sont équipées en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation naturelle des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Lorsque ces dispositifs sont constitués d'ouvertures permanentes, ils sont répartis de façon continue soit sur le périmètre de la partie du silo à désenfumer, soit sur ses deux plus grandes longueurs opposées.</p> <p>Lorsque ces dispositifs ne sont pas constitués d'ouvertures permanentes, ils sont constitués d'exutoires à commande automatique et manuelle (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires, y compris les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, n'est pas inférieure à 1 % de la superficie des locaux.</p> <p>Lorsque les dispositifs de désenfumage n'ont pas fait l'objet d'un procès-verbal d'essai de qualification de leur efficacité aéraulique, un coefficient pénalisant de 0,5 doit être affecté à la surface géométrique de désenfumage.</p> <p>Les amenées d'air n'entraînent pas de circulation d'air au sein des produits stockés.</p> <p>Elles sont aménagées sur une surface équivalente à la surface utile des exutoires.</p> <p>La surface d'ouverture prise en compte pour l'amenée d'air se situe le plus bas possible, en dessous de la hauteur des surfaces prises en compte pour l'évacuation naturelle des fumées et de la chaleur.</p> <p>Ces dispositifs sont répartis de façon continue soit sur le périmètre de l'installation à désenfumer, soit sur ses deux côtés opposés présentant les plus grandes longueurs.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions est justifié par une attestation de conformité, délivrée par une personne compétente en matière de désenfumage.</p>	<p>Compte tenu du projet, concerne uniquement le stockage.</p> <p>100 m² obligatoire, 18 DENFC de 6.25 m² chacun, soit 112 m² au total ;</p> <p>Conforme.</p>

<p align="center">Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)</p>	<p align="center">Situation du projet</p>
<p>Article 14</p> <p>I. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter le SDIS ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux ou trois heures suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. La capacité de cette réserve est d'au moins 120 ou 180 mètres cubes suivant que la capacité de stockage du silo où l'incendie a lieu est respectivement inférieure à 30 000 mètres cubes, comprise entre 30 000 et 50 000 mètres cubes. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. Si l'exploitant utilise une réserve d'eau inépuisable (canal, etc.), son équipement et son aménagement font l'objet d'un accord écrit des services départementaux d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d'au moins une colonne sèche conforme aux normes en vigueur dans la tour de manutention et permettant d'atteindre le point le plus haut du silo. 	<p align="center">Téléphones fixes et portables</p> <p>Besoin en eau de 3 heures, avec un débit de 60 m³/h, soit une capacité unitaire totale de 180 m³.</p> <p>1 poteau existant situé à l'entrée du site, sur le réseau public bouclé (50 m³/h, non retenue), et une pompe en seine (2x 150 m³/h) est localisé à 320 mètres au nord-est.</p> <p>Proposition de mettre en place quatre nouvelles colonnes d'aspiration de 2 X 60 m³/h chacune : une en bout de quai, proche du hangar H140, une au niveau de chaque pomperie déjà en place, la dernière au bout du quai, proche du hangar H134.</p> <p>Pompe en seine (2x 150 m³/h) à 20 mètres au nord du hangar 135.</p> <p>Pompe en seine (2x 150 m³/h) à 80 mètres à l'est du hangar 136.</p> <p>Pompe en seine (2x 150 m³/h) à 50 mètres à l'ouest du hangar 137.</p> <p>Colonnes d'aspiration de (2x 60 m³/h) à 50 mètres à l'ouest du hangar 140.</p> <p align="center">Conforme ;</p> <p align="center">Cf. Annexe 8 : calcul D9.</p> <p>Les points d'eaux sont distants entre eux de 400 mètres environs en raison de contraintes d'exploitation des quais.</p> <p align="center">Demande d'aménagement n°3</p> <p>Cette solution a été proposée et validée par le SDIS lors de la visite du 20/04/2022 ;</p> <p align="center">Conforme ;</p> <p align="center">Sans objet.</p>

<p align="center">Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section II : Dispositions constructives (suite)</p>	<p align="center">Situation du projet</p>
<p>Article 14 (suite)</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Sans objet (absence de réseau d'eau industrielle) ;</p> <p>Conforme à l'existant ;</p> <p>Conforme ;</p> <p>Conforme à l'existant.</p>
<p>Article 15</p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p>	<p>Sans objet.</p>
<p>Section III : Dispositif de prévention des accidents</p> <p>Article 16</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils (fixes ou mobiles) électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques, et a minima les moteurs présents dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 susvisé ; <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. 	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions <u>Section III : Prévention des accidents</u>	Situation du projet
<p>Article 16 (suite) L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. Des dispositions (pare-étincelles, mesures organisationnelles) sont prises pour que les engins munis de moteurs à combustion interne et susceptibles de pénétrer dans le silo présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion. Le stationnement de véhicules est interdit dans les capacités de stockage.</p>	Conforme
<p>Article 17 Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100, version octobre 2010 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques, etc.) sont mis à la terre. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. L'implantation d'antennes émettrices, de relais ou d'antennes de réception collectives sur les silos est assujettie à la réalisation d'une étude technique démontrant la non-aggravation des risques d'incendie et d'explosion de poussières. Le silo ne comporte pas d'installation de chauffage.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Sans objet</p> <p>Conforme</p>
<p>Article 18 L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p>ARF et ET faites. Devis des paratonnerres validés et réalisation imminente. Demande d'aménagement n°1</p>
<p>Article 19 Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés sous la responsabilité de l'exploitant pour prévenir la formation d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.</p>	Ventilation naturelle basse (portail ouvert)

<p align="center">Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section III : Prévention des accidents (suite)</p>	<p align="center">Situation du projet</p>
<p>Article 19 (suite) Les aires de chargement et de déchargement sont suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage et de nuisance pour les milieux sensibles comme prévu à l'article 6) ;</p>	<p align="center">Aire de déchargement à l'air libre, et air de chargement interne au stockage (reprise des produits à l'engin à l'intérieur des cases de stockage).</p>
<p>Article 20 Sans objet.</p>	-
<p>Article 21 I. Généralités sur les événements, parois soufflables et découplage. L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant d'empêcher la propagation d'une explosion, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Ces mesures de protection consistent en des dispositifs de découplages complétés si nécessaire par des moyens techniques (événements, parois soufflables ou autres dispositifs équivalents) permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés. Les dispositifs de découplage sont mis en place depuis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la tour (ou, le cas échéant, tout local abritant un équipement communiquant avec l'espace sur-cellules) vers les espaces sur-cellules ; - la tour (ou, le cas échéant, tout local abritant un équipement communiquant avec la galerie sur-cellules) vers la galerie sur-cellules ; - la tour (ou, le cas échéant, la fosse d'élévateur) vers les galeries sous-cellules ; - la galerie sur-cellules vers les cellules fermées. <p>Les événements sont disposés de façon à éviter de produire des effets (surpression, projection, flamme) à hauteur d'homme en cas d'explosion. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection tous les justificatifs relatifs au choix et dimensionnement des éléments de sécurité.</p>	<p align="center">Sans objet</p> <p align="center">Sans objet</p> <p align="center">Sans objet</p> <p align="center">Sans objet</p>

<p>Article 21 (suite)</p> <p>II. Cas particulier des systèmes d'aspiration des poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les émissions de poussières des systèmes d'aspiration, éviter une explosion ou un incendie dans une installation de dépoussiérage et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Il s'agit de l'une ou plusieurs des mesures suivantes : fractionnement des réseaux, dispositifs de découplage de l'explosion, dispositifs d'isolation de l'explosion, arrosage à l'eau.</p> <p>Pour les silos disposant d'installations d'aspiration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le fonctionnement des équipements de manutention est asservi à ces installations d'aspiration conformément au IV de l'article 26 ; - les centrales d'aspiration (cyclones, filtres) des systèmes de dépoussiérage de type centralisé sont protégées par des dispositifs contre les effets de l'explosion interne ; les filtres sont sous caissons qui sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur ; - les canalisations amenant l'air poussiéreux dans les installations de dépoussiérage sont dimensionnées et conçues de manière à ne pas créer de dépôts de poussières ; - le stockage des poussières récupérées respecte les prescriptions de l'article 50 ; - en cas d'emploi de filtres ponctuels, l'exploitant s'assure auprès du constructeur que ces systèmes sont utilisables dans des zones où peuvent apparaître des explosions. 	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Absence de stockage de poussières</p> <p>Sans objet</p>
---	--

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section IV : Rétention des pollutions accidentelles	Situation du projet
<p>Article 22</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>	<p>Cuve de GNR sur rétention béton d'une capacité unitaire de 10 m³ soit 100% du réservoir → conforme</p> <p>Autres produits d'entretien (huile) sur rétentions mobiles et unitaire.</p> <p>Fosse maçonnée → conforme</p> <p>Sans objet</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section IV : Rétention des pollutions accidentelles (suite)	Situation du projet
<p>Article 22 (suite)</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Sol béton étanche</p> <p>Proposition de mise en place d'un confinement interne aux hangars 140 et 137 au niveau des deux quais de chargement de la façade ouest 140 : capacité de stockage de 240 m³ et 235 m³ pour un total de 475 m³</p> <p>137 : capacité de stockage de 125 m³ et 185 m³ pour un total de 310 m³</p> <p>(Rappel, besoin de 180 m³ selon l'article 14)</p> <p>Proposition de mise en place de rétention mobile souple au niveau des ouvertures (portes et portails) pour rétention interne sur la moitié des hangars 134 et 135 (le site étant en pente), pour une capacité unitaire respective de rétention de 600 m³ et 340 m³</p> <p>Demande d'aménagement n°4</p>
<p>Section V : Dispositions d'exploitation</p> <p>Article 23</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie est signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents ou incidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des IC</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section V : Dispositions d'exploitation	Situation du projet
<p>Article 24</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants, notamment pour une intervention avec source de chaleur ou flamme ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; - les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ; - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ; - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à disposition.</p>	<p>Plan de prévention et permis d'autorisation de travail existant pour la totalité du site</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Permis de feu existant associé au plan de prévention</p> <p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section V : Dispositions d'exploitation	Situation du projet
<p>Article 25</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p>
<p>Article 26</p> <p>I. Consignes générales et procédures d'intervention.</p> <p>A. Consignes générales.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et mises à disposition dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du document ou dossier prévu à l'article 24 du présent arrêté pour les travaux dans les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les conditions de contrôle et d'enregistrement de la température et du taux d'humidité ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ; 	<p>Consignes existantes, actualisées si nécessaires.</p>

[illegible]

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section V : Dispositions d'exploitation (suite)	Situation du projet
<p>Article 26 (suite)</p> <p>III. Surveillance et conditions de stockage.</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p>La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.</p> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p> <p>IV. Fonctionnement des installations de transfert des grains.</p> <p>A. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations d'aspiration qui y sont connectées : ces équipements ne démarrent que si les systèmes d'aspiration fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>	<p>Contrôle des lots entrant sur site conforme à l'existant</p> <p>Mise en place d'une silothermométrie contrôlée de manière hebdomadaire</p> <p>Procédure identique à l'existant</p> <p>Procédure identique à l'existant</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section V : Dispositions d'exploitation (suite)	Situation du projet
<p>B. Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.</p> <p>Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, la taille des conduites est calculée de manière à assurer une vitesse supérieure à 15 m/s.</p> <p>Les gaines d'élévateur sont munies de regards ou de trappes de visite. Ces derniers ne peuvent être ouverts que par du personnel qualifié.</p> <p>C. Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.</p> <p>Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.</p> <p>Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>

Chapitre III : Emissions dans l'eau <u>Section I : Principes généraux</u>	Situation du projet
<p>Article 27</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Le projet n'induit aucune consommation d'eau et ne génère aucun rejet direct ou indirect d'effluent industriel dans le milieu naturel.</p> <p>Les eaux vannes provenant des sanitaires existants sont raccordées au réseau de tout à l'égout communal, disposant à son terme d'une station d'épuration biologique.</p>
<p><u>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</u></p> <p>Article 28</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement sans toutefois dépasser 10 m³/jour.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>Le projet n'induit aucun prélèvement spécifique et aucune consommation d'eau pour son fonctionnement ; le site existant est raccordé au réseau d'alimentation en eau potable communal pour les blocs sanitaires existants des bureaux en dehors des zones de stockage.</p> <p>Sans objet</p>

Chapitre III : Emissions dans l'eau <u>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</u> <u>(suite)</u>	Situation du projet
<p>Article 29</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.</p>	<p>Compteur avec totalisateur sur adduction d'eau potable sur l'existant Relevé semestriel effectué par la compagnie des eaux, conservé sur place.</p> <p>Clapet anti-retour existant.</p> <p>Sans objet</p>
<p>Article 30</p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>Sans objet pour la totalité de l'article 30.</p>

Chapitre III : Emissions dans l'eau Section III : Collecte & rejets des effluents	Situation du projet
<p>Article 31</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>Sans objet pour la totalité de l'article 31</p>
<p>Article 32</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	<p>Plusieurs points de rejet des eaux pluviales sur le linéaire du quai en bord de seine.</p> <p>Ils sont présentés dans les plans des réseaux EP de l'annexe 2</p>

<p align="center">Chapitre III : Emissions dans l'eau Section III : Collecte & rejets des effluents (suite)</p>	<p align="center">Situation du projet</p>
<p>Article 33</p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p align="center">Sans objet pour la totalité de l'article 33.</p>
<p>Article 34</p> <p>I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Absence de traitement spécifique pour les eaux pluviales sur les voies de circulation.</p> <p>La responsabilité de cet aménagement est du ressort du GPMR qui a la maîtrise foncière des voies de circulation et les quais. Ce dernier a été contacté régulièrement pour effectuer des travaux de rénovation de la voirie et afin de moderniser les quais pour le respect des dernières normes environnementales (gestion des eaux pluviales sur le quai avec prétraitement, rétention des eaux d'extinction d'incendie, ...). Ce point concerne donc l'ensemble des hangars et l'ensemble du site exploité par DOCKSEINE.</p> <p align="center">Demande d'aménagement n°4</p>

Chapitre III : Emissions dans l'eau <u>Section III : Collecte & rejets des effluents (suite)</u>	Situation du projet
III. Les dispositifs de traitement cités au II ci-dessus sont conformes à la norme NF P 16-442, version novembre 2007 ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.	
Article 35 Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Conforme
<u>Section IV : Valeurs limites d'émission</u> Article 36 Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	Conforme
Article 37 Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> - MES : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l 	Absence de campagnes d'analyses à ce jour, mise en place d'un suivi.
<u>Section V : Traitement des effluents</u> Article 38 L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.	Conforme

Chapitre IV : Emissions dans l'air Section I : Généralités	Situation du projet
<p>Article 39 Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (les dépoussiéreurs, etc.).</p> <p>Le stockage à l'air libre des produits en vrac est interdit hormis les stockages temporaires des produits en attente de traitement avant ensilage. Ces stockages temporaires sont limités au strict nécessaire, tant en durée qu'en capacité. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les envols de poussière issues de ces stockages temporaires.</p>	<p>Absence de système de captation des poussières. Poussière génères uniquement lors des déchargements des produits par les chargeuses. Absence de dispositif de distribution pérenne (convoyeur ou autre). Non adapté.</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>
<p>Section II : Rejets à l'atmosphère Article 40 Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, dans des conditions permettant une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	<p>Sans objet</p>

Chapitre IV : Emissions dans l'air Section II : Rejets à l'atmosphère (suite)	Situation du projet
Article 41 Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	Sans objet
Article 42 La hauteur du point de rejet (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.	Sans objet
Section III : Valeurs limites d'émission Article 43 Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.	Sans objet
Article 44 Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	Sans objet

Chapitre IV : Emissions dans l'air Section III : Valeurs limites d'émission (suite)	Situation du projet								
<p>Article 45</p> <p>I. Les effluents respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.</p> <table border="1" data-bbox="140 600 839 891"> <thead> <tr> <th>POLLUANTS</th><th>VALEUR LIMITE D'ÉMISSION</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="2">1. Poussières totales</td></tr> <tr> <td>Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h</td><td>100 mg/m³</td></tr> <tr> <td>Flux horaire est supérieur à 1 kg/h</td><td>40 mg/m³</td></tr> </tbody> </table> <p>II. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas de l'autosurveillance, définie à l'article 53, aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p>Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>	POLLUANTS	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION	1. Poussières totales		Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m ³	Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m ³	<p>Absence d'effluents, sans objet</p> <p>Sans objet</p>
POLLUANTS	VALEUR LIMITE D'ÉMISSION								
1. Poussières totales									
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m ³								
Flux horaire est supérieur à 1 kg/h	40 mg/m ³								
<p>Article 46</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p> <p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p>	<p>L'activité n'est pas la source de production d'odeur délétère ou méphitique en fonctionnement normal</p> <p>Sans objet</p>								

Chapitre V : Emissions dans les sols	Situation du projet									
Article 47 Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Conforme									
Chapitre VI : Bruit et vibration Article 48 I. Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	 <
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)								
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)								

Chapitre VI : Bruit et vibration	Situation du projet
<p>Article 48 (suite)</p> <p>II. Véhicules, engins de chantier. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations. Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores. L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Cette mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	<p>Conforme pour l'exploitation</p> <p>Conforme</p> <p>Absence d'équipement créant des vibrations</p> <p>Une campagne de mesures de bruits a été réalisée en juin 2021 en 6 points autour du site. Cette étude a montré le respect des niveaux sonores du présent article. Le rapport est à la disposition des services de la DREAL dans les locaux de DOCKSEINE.</p>
<p>Chapitre VII : Déchets</p> <p>Article 49 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. 	<p>Maintien des filières existantes, la production de déchets pour une unité de ce type est assez faible (absence de transformation ou de fabrication).</p>

Chapitre VII : Déchets (suite)	Situation du projet
<p>Article 50</p> <p>I. Stockage des déchets. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>II. Stockage des poussières. Les poussières ainsi que les produits résultant du traitement de ces dernières sont stockés en attente d'élimination ou d'utilisation : - soit dans des capacités de stockage spécifiques ; - soit conditionnés en sacs fermés, stockés en masse à l'extérieur des installations ; - soit dans des bennes convenablement bâchées ou capotées de façon à éviter la formation d'un nuage de poussières. Les stockages de poussières sont réalisés à l'extérieur du silo.</p>	<p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p> <p>Absence de récupération des poussières</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans objet</p>
<p>Article 51 Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	<p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p> <p>Conforme à l'existant</p>

Chapitre VIII : Surveillance des émissions Section I : Généralités	Situation du projet						
<p>Article 52</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées à l'article 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p> <p>Au moins une fois tous les trois ans, les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.</p>	<p>Programme non mis en place à l'heure actuelle. Une campagne d'auto-surveillance sera mise en place dès l'obtention de l'enregistrement et conformément au présent article.</p>						
<p>Section II : Emissions dans l'air</p> <p>Article 53</p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 44 une mesure en permanence du débit du rejet correspondant ainsi que les mesures ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux rejetés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <table border="1" data-bbox="137 1261 842 1503"> <thead> <tr> <th colspan="2">POUSSIÈRES TOTALES</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Flux horaire supérieur à 50 kg/h</td><td>Mesure en permanence par une méthode gravimétrique</td></tr> <tr> <td>Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h</td><td>Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets</td></tr> </tbody> </table>	POUSSIÈRES TOTALES		Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique	Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets	<p>Sans objet</p>
POUSSIÈRES TOTALES							
Flux horaire supérieur à 50 kg/h	Mesure en permanence par une méthode gravimétrique						
Flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	Evaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets						

IV- CONFORMITE DU PROJET – Rubrique 1530

La conformité est jugée sur la base de l'arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et de carton relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif au hangar n°138. A noter que le site bénéficie de l'antériorité pour cette rubrique.

Le présent chapitre suit le déroulement des articles de l'arrêté, en décrivant si nécessaire les mesures prises.

Chapitre I : Dispositions générales	Situation du projet
1.1. Conformité de l'installation au dossier d'enregistrement L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Conforme
1.2. Dossier installation classée L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Dossier Installation Classé sera créé après obtention de l'arrêté d'Enregistrement
1.3. Entraînement des poussières et de boue Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées. 	Conforme Site régulièrement entretenu, conforme.
1.4. Intégration dans le paysage L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage.	Site régulièrement entretenu

Chapitre II : Risques	Situation du projet
<p>2.1. Implantation</p> <p>Les limites des stockages sont implantées à une distance minimale des limites du site calculée de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Cette distance est au moins égale à 20 mètres.</p> <p>Pour les dépôts existants, une distance de 20 mètres de l'enceinte de l'établissement est respectée à compter du 3 décembre 2010 sauf si des dispositifs compensatoires ont été mis en place. Ces dispositifs pourront être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des rideaux d'eau ; - ou des systèmes d'extinction automatique ; - ou des murs extérieurs REI 120. <p>Le stockage est par ailleurs situé à plus de 30 mètres de tous les produits et installations au sein de l'établissement susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage, sauf si l'exploitant met en place des équipements dont il justifie la pertinence afin que ces produits et installations soient protégés de tels effets dominos. Les éléments de démonstration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 3 décembre 2010 aux installations régulièrement autorisées à la date de parution du présent arrêté augmentée de quatre mois.</p> <p>L'installation ne comprend pas, ne surmonte pas ni n'est surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en sous-sol est interdit, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence.</p> <p>Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.</p> <p>Les dispositions du présent point, lorsqu'elles sont applicables aux dépôts existants, ne sont pas applicables aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Etudes Flumilog en annexe. Flux maintenus au sein de l'établissement</p> <p>Limites de propriétés à plus de 50 mètres du hangar 138</p> <p>Dépôt GPL à plus de 300 mètres du hangar.</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2. Construction. Accessibilité</p> <p>2.2.1. Accessibilité au site</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention " accès pompiers ". Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type " stationnement interdit ".</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p>	<p>Deux accès, conforme.</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
<p>2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation</p> <p>Une voie " engins ", dans l'enceinte de l'établissement, au moins est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux 2.2.4 et 2.2.5 et la voie " engin ". <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engin " permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>	<p>Voies de plus de 10 mètres de large, sans obstacles en hauteur et avec une pente maximale de +/- 2% Voirie poids lourd</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.3. Mise en station des échelles</p> <p>Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 2.2.2.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle aérienne mise en station permet d'accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et de défendre chaque mur séparatif coupe-feu.</p> <p>La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N/cm². <p>Par ailleurs, pour toute installation de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie " échelle " permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins deux accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; - la cellule comporte un dispositif automatique d'extinction ; - la cellule ne comporte pas de mezzanine. <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Voirie poids lourd, conforme</p> <p>Non concerné</p> <p>Sans objet</p> <p>Non concerné</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.4. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins A partir de chaque voie " engins " ou " échelle " est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied. Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
<p>2.2.5. Accès au dépôt des secours Les accès du dépôt permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point du dépôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur du dépôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Accès à 50 mètres au maximum, conforme</p>
<p>Dispositions relatives aux dépôts couverts :</p>	
<p>2.2.6. Structure des bâtiments L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée avec la construction de l'entrepôt et est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 ; - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - pour les dépôts à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie ; - pour les dépôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont EI 120 et les structures porteuses des planchers R 120 au moins ; - les murs séparatifs entre deux cellules sont REI 120 ; ces parois sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou 0,50 mètre en saillie de la façade, dans la continuité de la paroi. ; - les éléments séparatifs entre cellules dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement. La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d0 ; 	<p>Pas de cellules ou de murs séparatifs. Structure réalisée dans les règles de l'art avec ossature métallique</p> <p>Mur parpaing sur 1 mètre et bardage acier en partie haute (A0)</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p> <p>Non concerné</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.6. Structure des bâtiments (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> - les murs séparatifs entre une cellule et un local technique (hors chaufferie) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre la cellule et le local technique ; - les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. <p>Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120 ; - sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses. <p>De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plafond est REI 120 ; - le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage ; - les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois REI 60 et construits en matériaux A2 s1 d0. Ils débouchent directement à l'air libre, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ; - le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1 fl) ; - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes...) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes satisfont une classe de durabilité C2 ; - en ce qui concerne les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) : <ul style="list-style-type: none"> - soit ils sont de classe A2 s1 d0 ; - soit le système " support + isolants " est de classe B s1 d0 et respecte l'une des conditions ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. 	<p>Non concerné</p> <p>Absence de bureaux au droit du hangar</p> <p>Sol béton de classe A1</p> <p>Non concerné</p> <p>Pas d'isolants, non concerné</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
2.2.6. Structure des bâtiments (suite) - le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3) ; - les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.	Toiture en bac acier. Thermofusibles non goûtant Les prescriptions de l'article 2.2.6. ne sont pas applicables pour les installations déjà existantes (Annexe II)
2.2.7. Cellules A l'exception des stockages de papier en bobine (autre que papiers d'hygiène) et des stockages de pâte en balles pour lesquelles les tailles de cellules ne sont pas limitées, les cellules ont une surface maximale de : 2 500 mètres carrés pour les stockages de papiers récupérés ; 6 000 mètres carrés pour les autres types de papiers dont les bobines de papier hygiène.	Cellule de 10 000 m ² Les prescriptions de l'article 2.2.7. ne sont pas applicables pour les installations déjà existantes (Annexe II)
2.2.8. Cantonnement et désenfumage 2.2.8.1. Cantonnement Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006. La hauteur des écrans de cantonnement est déterminée conformément à l'annexe de l'instruction technique 246 du ministre chargé de l'intérieur susvisée. Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.	Présence de 3 cantons de désenfumage de 3 300 m ² et d'une longueur de 100 m Demande de dérogation en application de l'antériorité. Les prescriptions de l'article 2.2.8. ne sont pas applicables pour les installations déjà existantes (Annexe II)
2.2.8.2. Désenfumage Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.	Présence de 40 DENFC de 2,5 m ² pour une surface totale de 100 m ² (1%) Demande de dérogation en application de l'antériorité. Conforme Conforme

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.8.2. Désenfumage (suite)</p> <p>La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; - classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ; - classe de température ambiante T(00) ; - classe d'exposition à la chaleur B 300. <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Conforme</p> <p>Non concerné</p>
<p>2.2.8.3. Amenées d'air frais</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.</p>	<p>Ouvertures par les portes et portails d'accès : 456 m² d'ouverture possible</p>
<p>2.2.9. Systèmes de détection incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>	<p>DTI en fonctionnement et régulièrement entretenu/contrôlé</p> <p>Non concerné</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.10. Système d'extinction automatique Pour les papiers les plus légers, à savoir : - les papiers de grammage inférieur à 48 g/m², pour les produits non stockés sous forme de bobine ; - les papiers de grammage inférieur ou égal à 42 g/m², dont les papiers d'hygiène lorsqu'ils sont stockés sous forme de bobine, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations existantes soumises à enregistrement dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé après le 3 juin 2009.</p>	Non concerné
<p>2.2.11. Protection contre la foudre L'installation respecte les dispositions de l'arrêté du 15 janvier 2008 susvisé.</p>	Antériorité du site. Néanmoins, de nouveaux équipements de protection seront installés pendant la période estivale de 2022.
<p>2.2.12. Installations électriques, éclairage et chauffage (Arrêté du 17 août 2016, article 28-I) Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autor. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces parois sont REI 120 et ces portes EI2 120 C. Le chauffage du dépôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. « Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté : « - les aérothermes sont de type C au sens de la norme FD CEN/ TR 1749 (version de novembre 2015) ; « - la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ; « - les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.12. Installations électriques, éclairage et chauffage (suite)</p> <p>« - les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ;</p> <p>« - toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;</p> <p>« - une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz ou détection d'absence de flamme au niveau de l'aérotherme, entraîner la fermeture de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;</p> <p>« - toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120° C. En cas de d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;</p> <p>« - les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent. »</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p> <p>Les dispositions du présent point sont applicables aux installations existantes soumises à enregistrement et précédemment autorisées à partir du 3 juin 2010.</p>	Non concerné
<p>2.2.13. Chaufferie et local de charge de batterie</p> <p>S'il existe une chaufferie ou un local de charge de batteries des chariots, ceux-ci sont situés dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au dépôt ou isolé par une paroi REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et le dépôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60-C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ; - un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; - un dispositif sonore et visuel d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. <p>La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockages sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p>	Non concerné

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
Dispositions relatives à l'ensemble des stockages	
<p>2.2.14. Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p>Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.</p> <p>Le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D 9 susvisé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur du dépôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 2.1 de la présente annexe.</p>	<p>Présence de pompes en seine (2 vannes DN150 pour un débit unitaire minimal de 150 m³/h localisé à 30 mètres de la façade nord</p> <p>Conformément avec les services du SDIS, le calcul D9 semble inadapté à la dimension du hangar. Calcul adapté selon les recommandations du SDIS. Cf. Annexe 8 : calcul D9.</p> <p>Proposition de quatre nouvelles colonnes d'aspiration de 2 X 60 m³/h chacune : une en bout de quai, proche du hangar H140, une au niveau de chaque pomperie déjà en place, la dernière au bout du quai, proche du hangar H134.</p> <p>Les points d'eaux sont distants entre eux de 400 mètres environs en raison de contraintes d'exploitation des quais.</p> <p>Demande d'aménagement n°3</p> <p>Solution proposée et validée par le SDIS lors de la visite du 20/04/2022</p> <p>Plusieurs extincteurs régulièrement entretenus dans tout le hangar 8 RIA, localisés dans le plan du hangar en annexe.</p>
<p>2.2.15. Cuvettes de rétention</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p>	Non concerné

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.2.15. Cuvettes de rétention (suite)</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>	
<p>2.2.16. Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe au dépôt, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Ces systèmes de relevage sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les eaux d'extinction ainsi confinées lors d'un incendie sont analysées afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par le plus grand résultat des sommes pour chaque cellule du dépôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage. <p>Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 35 mg/l ; - DCO : 125 mg/l ; - DBO5 : 30 mg/l ; - teneur en hydrocarbures : 10 mg/l. 	<p>Les eaux d'extinction d'incendies seront confinées au sein du hangars en cas de sinistre par la mise en place de barrières mobiles au droit des portes et ouvertures.</p> <p>Conforme</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.3. Recensement des potentiels de dangers 2.3.1. Connaissance des produits. - Etiquetage Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	Non concerné
<p>2.3.2. Etat des stocks L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>	Etat des stocks maintenu et actualisé par informatique
<p>2.3.3. Localisation des risques L'exploitant recense et signale sur un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts visés au L. 511-1 du code de l'environnement.</p>	Absence de zones à risques dans le hangar 138
<p>2.4. Exploitation 2.4.1. Stockages A. Les produits conditionnés forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1. La surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum. Une distance entre deux îlots inférieure peut être mise en place lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique à eau de type sprinkleur ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI 120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins 2 mètres ;</p> <p>2. Pour les stockages couverts, une surface maximale d'îlots de 3 300 mètres carrés est possible sous réserve que la hauteur de stockage ne dépasse alors pas 6 mètres et que la distance entre deux îlots soit supérieure ou égale à 15 mètres.</p> <p>Une hauteur de stockage supérieure aux limites citées ci-dessus peut toutefois être mise en œuvre sous réserve de la mise en place de l'ensemble des mesures compensatoires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la distance entre deux îlots est supérieure à la hauteur de l'îlot le plus haut et un système automatique d'extinction à eau de type sprinkleur est mis en place ; - la distance entre chaque îlot et les voies mentionnées aux points 2.2.1 à 2.2.4 est au minima égale à la hauteur de l'îlot augmentée de 20 mètres. <p>Pour tous les stockages couverts, une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage pour les stockages couverts.</p>	<p>Stockage divisé en 4 îlots avec :</p> <p>2 îlots de 1800 m² et 2 îlots de 1600 m² et d'une hauteur maximale de 7 mètres.</p> <p>L'espacement entre les îlots est de 10 mètres et l'éloignement de 10 mètres est mis en place avec la façade nord.</p>

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.4.1. Stockages (suite)</p> <p>B. Les produits stockés en palettier forment des îlots d'une surface maximale de 6 000 mètres carrés et d'une hauteur maximale de 8 mètres, sauf si un système automatique d'extinction à eau de type sprinkleur est mis en place.</p> <p>Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection et des éventuels dispositifs d'extinction. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à 1 mètre.</p>	Non concerné
<p>2.4.2. Matières dangereuses</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie ne sont pas stockées dans la même cellule.</p>	Non concerné
<p>2.4.3. Propreté de l'installation</p> <p>Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.</p>	Conforme
<p>2.4.4. Travaux</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention " et éventuellement d'un " permis de feu " et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	Conforme

Chapitre II : Risques (suite)	Situation du projet
<p>2.4.5. Consignes d'exploitation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction de fumer ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du stockage ; - l'obligation du " permis d'intervention " ou " permis de feu " évoqué au point précédent ; - les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.2.15 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. 	<p>Consignes affichées Conforme</p>
<p>2.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Vérifications régulièrement effectuées Conforme</p>
<p>2.4.7. Brûlage</p> <p>L'apport de feu, sous une forme quelconque, à proximité du stockage est interdit à l'exception de travaux réalisés conformément au point 2.4.4.</p>	<p>Conforme</p>
<p>2.4.8. Surveillance du stockage</p> <p>En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>	<p>Zone portuaire sous surveillance Conforme</p>
<p>2.4.9. Stationnement</p> <p>Le stationnement à proximité du stockage, en dehors des stricts besoins d'exploitation, de véhicules susceptibles par propagation de conduire à un incendie dans le stockage ou d'aggraver les conséquences d'un incendie s'y produisant est interdit.</p>	<p>Conforme</p>

Chapitre III : Eau	Situation du projet
<p>3.1. Plan des réseaux</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 	<p>Plan mis à jour avec les données du GPMR</p> <p>Présent en annexe</p> <p>Conforme</p>
<p>3.2. Entretien et surveillance</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p>	<p>Réseaux régulièrement entretenus</p>
<p>3.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p> <p>Les effluents rejetés sont exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes ; - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. 	<p>Absence de rejet</p> <p>Non concerné</p>

Chapitre III : Eau	Situation du projet
<p>3.4. Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.</p> <p>Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l. <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parkings, etc.) du dépôt en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p>	<p>Absence de traitement spécifique pour les eaux pluviales sur les voies de circulation</p> <p>La responsabilité de cet aménagement est du ressort du GPMR. Ce dernier a été contacté régulièrement pour effectuer des travaux de rénovation de la voie et de respect des normes environnementales (gestion des eaux pluviales sur le quai, rétention des eaux d'extinction, ...).</p> <p>Demande d'aménagement n°4</p> <p>Rejets directement dans la Seine, nettement inférieur à 10 % du QMNA5.</p> <p>Conforme.</p>
<p>3.5. Eaux domestiques</p> <p>Les eaux domestiques sont collectées de manière séparative puis sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur sur la commune d'implantation du site.</p>	<p>Conforme.</p>

Chapitre IV : Déchets	Situation du projet
<p>4.1. Généralités</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. 	Conforme
<p>4.2. Stockage des déchets</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p>	Conforme
<p>4.3. Elimination des déchets</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	Conforme

Chapitre V : Bruit et vibration	Situation du projet									
<p>5.1. Valeurs limites de bruit</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <ul style="list-style-type: none">- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;- zones à émergence réglementée :- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>Une campagne de mesures de bruits a été réalisé en juin 2021 en 6 points autour du site. Cette étude a montré le respect des niveaux sonores du présent article. Le rapport est à la disposition des services de la DREAL dans les locaux de DOCKSEINE.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)								
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)								
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>										
<p>5.2. Véhicules. - Engins de chantier</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Conforme</p>									

Chapitre V : Bruit et vibration	Situation du projet
<p>5.3. Vibrations</p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe III.</p>	<p>Absence de vibration Sans objet</p>
<p>5.4. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	<p>Une campagne de mesures de bruits a été réalisée en juin 2021 en 6 points autour du site. Cette étude a montré le respect des niveaux sonores du présent article. Le rapport est à la disposition des services de la DREAL dans les locaux de DOCKSEINE.</p>
Chapitre VI : Mise en sécurité et remise en état en fin d'exploitation	Situation du projet
<p>L'exploitant met en sécurité et remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves et les canalisations ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface. 	<p>Conforme</p>

Annexe II : Dispositions applicables aux installations existantes

Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes selon les modalités particulières indiquées dans les points de l'annexe I ainsi que le calendrier suivant :

QUATRE MOIS APRÈS LA PARUTION du présent arrêté au Journal officiel	DIX-HUIT MOIS APRÈS LA PARUTION du présent arrêté au Journal officiel
<ul style="list-style-type: none"> 1. Dispositions générales 2.2.1. Accessibilité au site – dernier alinéa uniquement 2.2.14. Moyens de lutte contre l'incendie (alinéa 6 et dernier alinéa uniquement) 2.2.15. Cuvettes de rétention 2.3. Recensement des potentiels de dangers 2.4.3. Propreté de l'installation 2.4.4. Travaux 2.4.5. Consignes d'exploitation 2.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements 2.4.7. Brûlage 3.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets 3.5. Eaux domestiques (alinéa 2) 4. Déchets 5. Bruit et vibrations 6. Remise en état en fin d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> 2.4.2. Matières dangereuses 2.4.8. Surveillance du stockage 3.1. Plan des réseaux 3.4 Eaux pluviales (alinéas 4 à 10) <div style="text-align: right; margin-top: 20px;">1^{er} janvier 2012</div> <ul style="list-style-type: none"> 2.2.11. Protection contre la foudre

Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes sauf précisions contraintes dans l'annexe I.

V- CONFORMITE DU PROJET – Rubrique 2517

La conformité est jugée sur la base de l'arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif aux hangars n°134, 136 et 137.

Le présent chapitre suit le déroulement des articles de l'arrêté, en décrivant si nécessaire les mesures prises. L'indication « conforme à l'existant », définie que la conformité demandée à l'article en question correspond à celle des hangars existants.

Chapitre I : Dispositions générales	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
Article 3 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	Conforme	Conforme
Article 4 de l'arrêté du 10 décembre 2013 (Arrêté du 22 octobre 2018, article 49) L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) ; - la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ; - la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (art. 6) ; - les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7) ; - le plan de localisation des risques (art. 10) ;	Dossier Installation Classé sera créé après obtention de l'arrêté d'Enregistrement	

Chapitre I : Dispositions générales	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<ul style="list-style-type: none"> - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11) ; - le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11) ; - les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12) ; - les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 22) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14) ; - les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16 et 18) ; - les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 19) ; - les consignes d'exploitation (art. 21) ; - la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 26) ; - le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (art. 26) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 28) ; - les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 34 et 35) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (art. 37) ; - les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 39) ; - la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 40) ; - le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (art. 41) ; - les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 42) ; - les registres des déchets (art. 47 et 48) ; - le programme de surveillance des émissions (art. 49) ; - le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.</p>		

Chapitre I : Dispositions générales	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 5 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalités d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. <p>Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche).</p> <p>Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou de déchets, cette distance d'éloignement est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies.</p> <p>Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p>
<p>Article 6 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Les produits ou les déchets en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet.</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; - la liste des pistes revêtues ; - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. <p>Pour les produits de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.</p>	<p>Conforme</p>	<p>Conforme</p>

Chapitre I : Dispositions générales	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 7 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p> <p>Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.</p>	Conforme	Conforme
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Section I : Généralités</p> <p>Article 8 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	Conforme	Conforme
<p>Article 9 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p> <p>L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).</p>	Conforme	Conforme
<p>Article 10 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis.</p>	<p>Absence de zones dangereuses (substances non explosives selon l'INRS)</p> <p>Etude ATEX montre l'absence de zonage au sein des deux hangars</p>	

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
Article 11 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.	Absence de substances dangereuses dans le hangar	Absence de substances dangereuses dans le hangar
Article 12 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	Non concerné	Non concerné
Section II : Tuyauteries de fluides - Flexibles Article 13 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées. Les flexibles utilisés lors des transferts doivent être entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement doit s'arrêter automatiquement.	Absence de fluides dangereux Non concerné	Absence de fluides dangereux Non concerné
Section III : Comportement au feu des locaux Article 14 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - murs extérieurs REI 60 ; - murs séparatifs E 30 ; - planchers/sol REI 30 ; - portes et fermetures EI 30 ; - toitures et couvertures de toiture R 30. Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Non concerné	Non concerné

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
Section IV : Dispositions de sécurité Article 15 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules stationnent sur le site sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	Présence de deux voies d'accès au site pour les secours.	
Article 16 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire. Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.	Conforme	Conforme
Article 17 de l'arrêté du 10 décembre 2013 (Arrêté du 22 octobre 2018, article 50) Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques » ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	Conforme	Conforme
Article 18 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	Conforme Translucides thermofusible non goutant. Conforme.	

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 19 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant. <p>Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Pompes en Seine à 150 mètres du hangar. Présence d'extincteurs à chaque accès du hangar</p>	<p>Conforme</p> <p>Conforme</p> <p>Pompes en Seine à 60 mètres du hangar, Présence d'extincteurs à chaque accès du hangar.</p>
<p>Section V : Exploitation</p> <p>Article 20 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>	<p>Conforme</p>	<p>Conforme</p>
	<p>Proposition de quatre nouvelles colonnes d'aspiration de 2 X 60 m3/h chacune : une en bout de quai, proche du hangar H140, une au niveau de chaque pomperie déjà en place, la dernière au bout du quai, proche du hangar H134.</p> <p>Solution proposée et validée par le SDIS lors de la visite du 20/04/2022.</p>	

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 21 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; - la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ; les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services de secours ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.</p>	Conforme	Conforme
<p>Article 22 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	Conforme	Conforme

[illegible]

Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	Situation du projet							
	Hangar 134 & 136	Hangar 137						
<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none">- du volume des matières stockées ;- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>125 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/l</td></tr></table> <p>IV. Isolement des réseaux d'eau. Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 25 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.</p>	Matières en suspension totales	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	Hydrocarbures totaux	10 mg/l	<p>Proposition de confiner ces eaux au sein du hangar en utilisant la pente naturelle (1% vers le nord) et avec la mise en place de rétention mobile souple au niveau des ouvertures (portes et portails), pour une capacité de rétention de 600m³.</p>	<p>Le hangar 137 est déjà configuré pour confiner les eaux d'extinction dans les quais avec une capacité de confinement de 310 m³</p>
Matières en suspension totales	35 mg/l							
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l							
Hydrocarbures totaux	10 mg/l							
Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet							
	Hangar 134 & 136	Hangar 137						
<p>Section I : Principes généraux Article 24 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Absence de rejets dans ce milieu.</p> <p>Non concerné</p>	<p>Absence de rejets dans ce milieu.</p> <p>Non concerné</p>						

Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Section II : Prélèvements et consommation d'eau</p> <p>Article 25 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an.</p> <p>L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.</p> <p>Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.</p>	Absence de prélèvements Non concerné	Absence de prélèvements Non concerné
<p>Article 26 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.</p>	Absence de prélèvements Non concerné	Absence de prélèvements Non concerné
<p>Article 27 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.</p>	Absence de prélèvements Non concerné	Absence de prélèvements Non concerné

Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 27 (suite) En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>		
<p>Section III : Collecte et rejet des effluents liquides Article 28 de l'arrêté du 10 décembre 2013 La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.</p>	Absence de rejet d'effluents liquides Sans objet	Absence de rejet d'effluents liquides Sans objet
<p>Article 29 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	Absence de rejets dans ce milieu. Non concerné	Absence de rejets dans ce milieu. Non concerné

Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 30 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Absence de rejets dans ce milieu.</p> <p>Non concerné</p>	<p>Absence de rejets dans ce milieu.</p> <p>Non concerné</p>
<p>Article 31 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol.</p> <p>Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées.</p> <p>Les eaux pluviales polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence.</p> <p>Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p> <p>En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal.</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Absence de traitement spécifique pour les eaux pluviales sur les voies de circulation.</p> <p>La responsabilité de cet aménagement est du ressort du GPMR qui a la maîtrise foncière des voies de circulation et les quais. Ce dernier a été contacté régulièrement pour effectuer des travaux de rénovation de la voirie et afin de moderniser les quais pour le respect des dernières normes environnementales (gestion des eaux pluviales sur le quai avec prétraitement, rétention des eaux d'extinction d'incendie, ...). Ce point concerne donc l'ensemble des hangars et l'ensemble du site exploité par DOCKSEINE.</p> <p>Demande d'aménagement n°4</p>	

Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
Article 32 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les rejets directs ou indirects d'eau résiduaires vers les eaux souterraines sont interdits.	Conforme	Conforme
Section IV : Valeurs limites de rejet Article 33 de l'arrêté du 10 décembre 2013 La dilution des effluents est interdite.	Conforme	Conforme
Article 34 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchyliques ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchyliques ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques. Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.	Rejet des EPp directement dans la Seine, ne pouvant avoir un impact significatif sur cette dernière en termes de débit, de température ou de coloration.	
Article 35 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - MEST : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	Campagne de mesures des rejets des EPp dans les 6 mois après obtention de l'arrêté d'Enregistrement.	

Chapitre III : Emissions dans l'eau	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 36 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>	Absence de raccordement	Absence de raccordement
<p>Section V : Traitement des effluents</p> <p>Article 37 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Les installations de traitement des effluents sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais et pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p> <p>Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans.</p> <p>Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Absence d'effluents Non concerné	Absence d'effluents Non concerné
<p>Article 38 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.</p>	Non concerné	Non concerné

Chapitre IV : Emissions dans L'air	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Section I : Généralités Article 39 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que : - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; - brumisation ; - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.</p>	<p>Sources d'émissions diffuses lors des opérations de déchargement des produits à l'intérieur des hangars. Impacts dans l'environnement réduit au maximum.</p>	
<p>Section II : Rejets à l'atmosphère Article 40 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p>	<p>Mise en place de campagne de surveillance des retombées de poussière après obtention de l'arrêté d'Enregistrement</p>	

Chapitre IV : Emissions dans L'air	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 40 (suite) La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées la vitesse et la direction du vent pour la station météorologique de Rouen/Boos, disponibles sur le site : Relevés météo quotidiens de Rouen Boos - Météo60 (meteo60.fr) : https://www.meteo60.fr/stations-relevés/station-jour</p>	
<p>Section III : Valeurs limites d'émission Article 41 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à : 30 mg/Nm3 ; 1 kg/heure par point de rejet. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.</p>		
Chapitre V : Emissions dans les sols	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
Le présent chapitre ne comporte pas de disposition.		

Chapitre VI : Bruits et vibrations	Situation du projet										
	Hangar 134 & 136	Hangar 137									
Article 42 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.	Conforme	Conforme									
Article 43 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :	<table border="1"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés</th><th>EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures ; sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.	Une campagne de mesures de bruits a été réalisée en juin 2021 en 6 points autour du site. Cette étude a montré le respect des niveaux sonores du présent article. Le rapport est à la disposition des services de la DREAL dans les locaux de DOCKSEINE.										
Article 44 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signallement d'incidents graves ou d'accidents.	Conforme	Conforme									
Article 45 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.	Absence de vibrations	Absence de vibrations									

Chapitre VII : Déchets	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 46 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>A l'exception de l'article 48, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus par l'installation.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisations, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.</p>	Conforme	Conforme
<p>Article 47 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>	Conforme	Conforme
<p>Article 48 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p>	Absence de déchets sur le site	Absence de déchets sur le site

Chapitre VIII : Surveillance des émissions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Section I : Généralités</p> <p>Article 49 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 50 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.</p>	Programme sera mis en place. Conforme	Programme sera mis en place. Conforme
<p>Section II : Emissions dans l'air</p> <p>Article 50 de l'arrêté du 10 décembre 2013</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.</p> <p>La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).</p> <p>L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés.</p> <p>Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	Programme sera mis en place. Conforme	Programme sera mis en place. Conforme

Chapitre VIII : Surveillance des émissions	Situation du projet	
	Hangar 134 & 136	Hangar 137
<p>Article 51 de l'arrêté du 10 décembre 2013 L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p>	<p>Une campagne de mesures de bruits a été réalisée en juin 2021 en 6 points autour du site. Cette étude a montré le respect des niveaux sonores du présent article. Le rapport est à la disposition des services de la DREAL dans les locaux de DOCKSEINE. Conforme</p>	
<p>Section III : Emissions dans l'eau Article 52 de l'arrêté du 10 décembre 2013 La mesure des eaux pluviales polluées (EPp) est réalisée selon la fréquence indiquée ci-après et pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : — la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; — si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 35, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; DCO (sur effluent non décanté). Matières en suspension totales. Hydrocarbures totaux. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.</p>	<p>Programme sera mis en place. Conforme</p>	
<p>Section IV : Impacts sur l'air La présente section ne comporte pas de dispositions.</p>		
<p>Section V : Impacts sur les eaux de surface La présente section ne comporte pas de dispositions.</p>		
<p>Section VI : Impacts sur les eaux souterraines Article 53 de l'arrêté du 10 décembre 2013 Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>	Non concerné	Non concerné

VI- PROGRAMMES D'AUTOCONTROLE MIS EN PLACE

Suite à l'obtention de l'arrêté d'Enregistrement et conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels, il sera mis en place le programme de surveillance des émissions dans l'environnement suivant :

Milieux	Fréquence des campagnes	Nombre de point de mesure
Bruits dans l'environnement	Une campagne tous les trois ans	6 points de mesures en périphérie du site.
Poussières	Deux campagnes par an (saisons sèches et humides)	2 points en limite de propriété (ouest et est). Une attention particulière sera apportée sur les données climatiques pendant les campagnes de mesure (vent, pluie) en raison notamment d'une activité voisine pouvant également impacter la mesure.
Rejets eaux pluviales	Semestriel dans un premier temps, pouvant être annuel si valeurs faibles sur 12 mois consécutifs (définies à l'article 35 de l'arrêté du 10 décembre 2013)	2 points à définir selon ceux existant sur le site et présentés dans les plans de l'annexe 2. Au regard de la configuration du site, les mesure ne pourront être effectué que lors d'un épisode pluvieux.



Fait à Bessines, le 24 juin 2022.

L'Ingénieur Conseil,

Touret Yoann



Aude Simonneau
architecte DPLG

SFERI Architecture & Environnement

8 impasse des Frênes - 79 000 BESSINES.
Tél: 05 49 09 16 95 - Fax: 05 49 09 16 96 - Email: sferi@orange.fr

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME
Ville de Rouen



34 Boulevard du Midi
76100 ROUEN

DEPOTS DE PATE A PAPIER & DE BOIS
ENGRAIS NON DANGEREUX
SILO DE STOCKAGE A PLAT DE CEREALES
ET DE BIOMASSE

DEMANDE D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

LES ANNEXES

LES ANNEXES

LISTE :

Annexe 1 – Extrait PLUi commune de Rouen, zonage UYX

Annexe 2 – Plans des hangars

Annexe 3 – Fiche de données de sécurité GNR

Annexe 4 – Fiche de données de sécurité GPL

Annexe 5 – Fiche de données de sécurité de la Luzerne

Annexe 6 – Calculs Flumilog

Annexe 7 – CR de réunion avec le SDIS

Annexe 8 – Calculs D9 – D9A, synthèse des besoins en hydrants et plan des voies engins

Annexe 9 – Zonage ATEX